



Cartographie de la durabilité alimentaire au Canada

Lutter contre l'insécurité
alimentaire et établir des
trajectoires d'acquisition de
compétences dans le secteur
de l'agriculture



Partenaires



Le Diversity Institute entreprend des recherches sur la diversité en milieu de travail afin d'améliorer les pratiques dans les organisations. Nous travaillons avec des organisations pour élaborer des stratégies, des programmes et des ressources personnalisés afin de promouvoir de nouvelles connaissances et pratiques interdisciplinaires sur la diversité en ce qui concerne le genre, la race et l'ethnicité, les peuples autochtones, les capacités et l'orientation sexuelle. À l'aide d'un modèle écologique de changement, notre approche axée sur l'action et fondée sur des données probantes stimule l'innovation sociale dans tous les secteurs.



Le Centre des Compétences futures (CCF) est un centre de recherche et de collaboration avant-gardiste qui se consacre à l'innovation dans le domaine du développement des compétences afin que toutes les personnes au Canada soient prêtes pour l'avenir du travail. Nous travaillons en partenariat avec des personnes chargées de l'élaboration des politiques, des personnes chargées de la recherche, des spécialistes, des employeurs et des travailleuses et travailleurs, ainsi qu'avec des établissements d'enseignement postsecondaire, afin de résoudre les problèmes urgents du marché du travail et de veiller à ce que chacun puisse bénéficier de possibilités pertinentes d'apprentissage tout au long de la vie. Nous sommes fondés par un consortium dont les membres sont l'Université métropolitaine de Toronto, Blueprint et le Conference Board of Canada, et nous sommes financés par le Programme du Centre des compétences du gouvernement du Canada.

Commanditaire

Le Centre des Compétences futures – Future Skills Centre est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme des compétences futures. Les opinions et interprétations figurant dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Financée par le Programme du
Centre des compétences futures
du gouvernement du Canada



Auteurs

Wendy Cukier

Fondatrice et directrice des
programmes d'éducation
Diversity Institute

Professeure en entrepreneuriat et en
innovation
Toronto Metropolitan University

Bryant M. Serre

Associé de recherche principal
Diversity Institute

Andrey Kasimov

Associé de recherche principal
Diversity Institute

Contributrice

Aishah Patel

Assistante à la recherche
Diversity Institute

Table des matières

Résumé	i
Introduction	1
Méthodologie	8
Constatations	10
Obstacles aux programmes canadiens en faveur de la durabilité alimentaire	22
Conclusions et recommandations	27
Annexe A	32
Références	47



Résumé

Contexte

La production d'aliments et la durabilité alimentaire au Canada sont étroitement liées à la prospérité, à la sécurité alimentaire et au bien-être social du pays. Employeur de plus de 2,3 millions de personnes en 2023, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement en denrées alimentaires à l'échelon national mais aussi à l'international, en raison de son statut d'exportateur net. Le Canada a beau être un grand producteur agricole, des millions de Canadiennes et de Canadiens n'en demeurent pas moins en proie à l'insécurité alimentaire, ce qui révèle d'importants écarts en matière de production, de participation sectorielle et d'équité d'accès à la nourriture.

L'agriculture durable exige de faire preuve de résilience face à divers enjeux. Les pressions environnementales et politiques remodelent les capacités de production et menacent la stabilité des systèmes alimentaires, mettant plus particulièrement en péril les petites et moyennes agroentreprises, ainsi que les travailleurs du secteur qui appartiennent à des groupes ayant droit à l'équité. Le Canada comptant fortement sur les exportations, son secteur de l'agriculture est vulnérable aux chocs extérieurs, même si la demande en faveur de systèmes alimentaires durables en milieu communautaire prend de l'ampleur sur le territoire national. Sous l'effet de ces chocs commerciaux, les Autochtones et les groupes ayant droit à l'équité pâtissent d'une inégalité d'accès à la nourriture. Pour que l'agriculture canadienne demeure compétitive et que les petites et moyennes exploitations puissent intégrer davantage de technologies agricoles résilientes et

avant-gardistes, il est impératif d'offrir un soutien pérenne et d'établir des trajectoires d'acquisition de compétences en faveur des entrepreneurs agricoles et des participants à la population active qui sont issus de la diversité.

L'insécurité alimentaire fait figure d'urgence nationale et touche de manière disproportionnée les personnes vivant en milieu urbain, les Autochtones et les membres d'autres groupes ayant droit à l'équité. Dès 2024, plusieurs grandes villes de l'Ontario (Toronto, Mississauga, Kingston et Orillia) ont déclaré l'état d'urgence en raison de l'insécurité alimentaire aiguë à laquelle elles font face. Ces villes tendent également à abriter la population la plus diversifiée, les facteurs d'identité raciale et communautaire croisés contribuant à exacerber l'insécurité alimentaire. À l'échelle du Canada, plus de 46 p. 100 des Autochtones sont en situation d'insécurité alimentaire, cette dernière étant particulièrement forte dans les collectivités du Nord en raison des coûts élevés, du manque d'infrastructures et des courtes saisons de culture. Les ménages appartenant à la communauté noire courent près de deux fois plus de risques que leurs homologues de race blanche d'être en proie à l'insécurité alimentaire, laquelle s'est également accrue en milieu urbain, où quelque sept à neuf millions de Canadiennes et de Canadiens sollicitent des systèmes d'aide alimentaire, soit une proportion près de quatre fois supérieure à celle observée avant la pandémie. La hausse du prix des produits d'épicerie et du coût de la vie contraint les ménages à réduire leurs dépenses alimentaires ainsi qu'à se tourner vers des denrées de moindre qualité et non adaptées à leur culture.



La production d'aliments en milieu communautaire, par le biais de jardins, de parcelles et de serres locales, a gagné du terrain, offrant ainsi un moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire parallèlement à divers bienfaits sociaux, culturels et environnementaux.

La production d'aliments en milieu communautaire, par le biais de jardins, de parcelles et de serres locales, a gagné du terrain, offrant ainsi un moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire parallèlement à divers bienfaits sociaux, culturels et environnementaux. Partout au Canada, les communautés sont en train de se redonner les moyens de produire des aliments sains, locaux et adaptés sur le plan culturel. Si elle contribue à lutter localement contre l'insécurité alimentaire, l'exposition au jardinage et à la production alimentaire offre plus qu'une solution d'accès à la nourriture. En effet, les programmes et les initiatives communautaires en la matière établissent une trajectoire essentielle pour renforcer l'acquisition de compétences et la visibilité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ce qui s'avère important dans la mesure où l'insécurité alimentaire n'est pas un simple problème de disponibilité des sources de nourriture, mais est corrélée au rendement du secteur canadien de l'agriculture. Ces programmes sont un moyen de garantir la sécurité alimentaire de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens et de lever les obstacles entravant la participation sectorielle et l'adoption de la technologie parmi les Autochtones et les groupes ayant droit à l'équité en milieu rural, urbain et éloigné.

Il est urgent d'élargir les initiatives en faveur de la durabilité alimentaire, de tenir compte des principes d'équité et de renforcer les compétences requises pour aider ces communautés à préserver et à développer leur capacité de production d'aliments locaux.

Méthodologie

Pour cartographier l'écosystème actuel des initiatives en faveur de la durabilité alimentaire, nous avons passé en revue 228 programmes canadiens. Nous avons recensé ces initiatives en menant des recherches Internet ciblées en conjonction avec un sondage en boule de neige, puis nous les avons classées selon la région, le type d'organisme et l'offre de formation professionnelle.

Pour analyser les programmes, nous avons divisé l'offre de formation en trois catégories d'après le type de compétences visées (élémentaires, analytiques et techniques), en indiquant le cas échéant si la formation était assortie de soutiens complets (occasions de mentorat et de réseautage, aide financière). Nous avons défini la formation aux compétences élémentaires comme l'enseignement des pratiques de jardinage, généralement de la plantation à la récolte, en incluant des notions générales en matière d'agriculture et de soin des plantes. La formation aux compétences analytiques couvre les principales compétences nécessaires à l'exploitation (gestion, science des sols, utilisation du matériel agricole, lutte contre les organismes nuisibles, etc.) ainsi que les compétences essentielles dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire telles que la gestion du temps, l'encadrement et la logistique. La formation technique porte ici sur l'utilisation des technologies agricoles, notamment mais sans s'y limiter, l'agriculture verticale, les capteurs et la gestion des exploitations avec pilotage renforcé par les données. Si nous avons pris en compte tous les programmes offerts en faveur de la durabilité alimentaire, nous avons distingué ceux incluant des interventions ciblant les Autochtones, les femmes, les nouveaux arrivants, les membres de la communauté 2SLGBTQ+, les personnes en situation



de handicap et d'autres groupes ayant droit à l'équité. Nous avons par ailleurs classé les organismes par catégorie d'écosystème, des organismes de services communautaires aux établissements d'enseignement postsecondaire en passant par les incubateurs et accélérateurs, les sociétés et les agences gouvernementales.

Constatations

Cet exercice de cartographie a révélé l'existence d'un éventail varié, mais hétérogène, de programmes en faveur de la durabilité alimentaire, ainsi qu'une fragmentation des trajectoires d'acquisition de compétences offertes aux participants. D'un point de vue géographique, par exemple, l'Ontario abrite près de 30 p. 100 des programmes, tandis que le Québec et l'Alberta sont sous-représentés en proportion de leur participation au secteur. À l'inverse, le Nouveau-Brunswick et les territoires comptent un nombre de programmes plus élevé que prévu compte tenu de la taille de leur main-d'œuvre, ce qui traduit non seulement un besoin communautaire à satisfaire, mais aussi une priorité établie dans les politiques régionales. Si les programmes sont parfois en surnombre par rapport à la participation locale au secteur de l'agriculture, l'insécurité alimentaire croissante nécessite que toutes les régions continuent d'investir dans des programmes en faveur de la durabilité alimentaire et d'offrir des possibilités de formation connexes.

Divers types d'organismes jouent un rôle particulier dans l'écosystème. Les organismes de services communautaires sont le principal pourvoyeur de programmes (près de la moitié de ceux cartographiés), souvent dispensés par le biais de jardins communautaires, de banques alimentaires et de centres locaux. Les établissements d'enseignement postsecondaire, avec une participation limitée du secteur privé, proposent des trajectoires de formation structurée et des programmes techniques. L'offre de soutiens complets est très variable : les universités proposent souvent des occasions de mentorat et de réseautage, mais rarement une aide financière. Les incubateurs et les

réseaux d'investissement, quant à eux, sont plus susceptibles d'octroyer un financement et un soutien à l'entrepreneuriat.

Ces initiatives visent principalement l'acquisition de compétences élémentaires. Près de 78 p. 100 des programmes assortis d'un volet de formation offrent une formation aux compétences de base en jardinage et en culture des plantes, ce qui en fait d'importants points d'accès au secteur de l'agriculture. Si une formation aux compétences analytiques est dispensée dans environ deux tiers des cas, la formation technique dédiée aux technologies agricoles de pointe est proposée par moins de la moitié des programmes. On observe des différences marquées entre les régions : l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, par exemple, mettent l'accent sur le perfectionnement des compétences techniques, tandis que Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick privilégient la formation aux compétences élémentaires. C'est dans les régions où sont implantées des serres communautaires et des exploitations modulaires que l'on recense le plus de possibilités de formation technique, comme dans les collectivités du Nord et en milieu urbain, tandis que l'offre demeure limitée là où l'activité agricole, bien qu'importante, s'inscrit dans le cadre de programmes de jardinage traditionnel ou de potager communautaire.

Même si les programmes en faveur de la durabilité alimentaire servent à faire reculer la forte insécurité alimentaire à l'échelon local, il est important d'appréhender le type de compétences offertes pour comprendre comment ces initiatives ouvrent des voies de cheminement professionnel pour les participants. Les groupes ayant droit à l'équité sont les plus susceptibles de fréquenter les banques alimentaires et de participer aux programmes de jardinage. Or, ces initiatives sont négligées dans l'écosystème de la formation professionnelle. Il est essentiel de comprendre quelles compétences elles permettent d'acquérir et qui sont les personnes visées, en étudiant le degré d'expertise technique et l'adéquation aux tendances sectorielles reposant sur l'adoption des technologies agricoles et la maîtrise des compétences numériques.

On observe des schémas dominants, mais hétérogènes, parmi les programmes ciblant les groupes ayant droit à l'équité. Les Autochtones bénéficient d'une offre considérable de programmes dans les territoires, qui ont hissé la souveraineté alimentaire et la production d'aliments adaptés sur le plan culturel au rang de leurs priorités, tandis qu'en milieu urbain, les soutiens en faveur des Autochtones sont plus rares. Le soutien offert aux femmes est également limité; seule une faible proportion des initiatives cartographiées s'adressent expressément à elles, et ce, bien que ces dernières jouent un rôle majeur dans le secteur des technologies agricoles émergentes et de l'agriculture urbaine. Les nouveaux arrivants sont eux aussi mal desservis : en effet, on recense peu de programmes adaptés à leurs besoins, y compris dans les provinces accueillant une vaste population d'immigrants comme l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Rares sont les initiatives ciblant explicitement les membres de la communauté 2SLGBTQ+ ou les personnes en situation de handicap, malgré les obstacles entravant leur participation à la production alimentaire qui ont été mis au jour dans des travaux de recherche. Toutefois, les soutiens complets disponibles de manière générale peuvent bénéficier indirectement aux groupes ayant droit à l'équité.

Il existe des obstacles généralisés à la participation et au perfectionnement des compétences. Bon nombre de programmes permettent uniquement d'acquérir des compétences élémentaires en jardinage et n'établissent pas de trajectoires claires menant vers une formation plus pointue, ce qui a pour effet de renforcer les stéréotypes voulant que l'agriculture soit un milieu d'emploi peu qualifié à dominante masculine. Le manque d'interventions ciblant les femmes, associé à la persistance de stéréotypes fondés sur le genre, limite l'accès de ces dernières aux possibilités offertes tant par l'agriculture traditionnelle que par le secteur des technologies agricoles émergentes. Les nouveaux arrivants rencontrent souvent des obstacles financiers, doivent surmonter l'absence de réseaux sociaux et nourrissent des préjugés sur la faible rémunération des emplois agricoles, en raison de leur

intégration historique à la main-d'œuvre par le biais du programme de travailleurs étrangers temporaires. Ces facteurs sont autant de freins à leur participation sectorielle et à leur maintien en poste à long terme. Les communautés autochtones rencontrent des problèmes liés à l'héritage du colonialisme et à l'imposition des systèmes alimentaires occidentaux. Or, les programmes ne tiennent souvent pas compte des sources de nourriture adaptées sur le plan culturel ou du savoir autochtone. Les quelques cas s'efforçant d'intégrer de telles approches, à l'image des serres implantées dans les collectivités du Nord, démontrent l'intérêt de mener des interventions ancrées dans la culture.

Divers obstacles régionaux et structurels freinent également les progrès. Le Québec et l'Alberta, malgré leur importante main-d'œuvre agricole, n'offrent pas suffisamment de programmes de formation au regard de leur participation sectorielle. Dans le même temps, l'accès aux technologies agricoles demeure hétérogène, les collectivités du Nord et les programmes en milieu urbain étant les plus susceptibles d'intégrer l'agriculture en environnement contrôlé et l'agriculture verticale, tandis que les jardins communautaires traditionnels et en milieu rural ne disposent souvent pas des ressources nécessaires pour adopter la technologie. Les partenariats avec les sociétés spécialisées dans les technologies agricoles ne sont pas suffisamment nombreux, ce qui empêche les initiatives communautaires d'envergure modeste de bénéficier des avancées technologiques susceptibles de favoriser leur croissance et d'améliorer leur résilience. L'offre de soutiens complets (mentorat, financement, etc.) n'est pas uniforme au sein de l'écosystème, ce qui entrave encore davantage l'accès au secteur des groupes ayant droit à l'équité, pour qui ces soutiens peuvent s'avérer indispensables.

Conclusions et recommandations

Les banques alimentaires et les programmes en faveur de la durabilité alimentaire sont souvent négligés dans l'écosystème de la formation professionnelle. Or, ces initiatives sont propices au perfectionnement des compétences et à la visibilité du secteur parmi les groupes ayant droit à l'équité, qui sont à la fois sous-représentés dans la main-d'œuvre sectorielle et en proie de manière disproportionnée à l'insécurité alimentaire, mais qui participent grandement à la lutte contre cette dernière. Nous avons mis au jour plusieurs pistes d'amélioration de la formation professionnelle dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire.

Tenir compte des préférences culturelles et combattre les stéréotypes

- > Il est important d'accroître la visibilité des professionnels hautement qualifiés en biotechnologie, en science alimentaire, en ingénierie et en analytique de données, afin de lutter contre les préjugés des Canadiennes et des Canadiens qui considèrent encore l'agriculture sous un jour traditionnel.
- > Si les femmes font figure de chefs de file dans l'adoption des technologies agricoles sous serre, elles ont besoin de soutien supplémentaire pour se former aux compétences dans d'autres milieux de culture afin de favoriser l'adoption des technologies agricoles et l'acquisition de compétences techniques, et de combattre ainsi les stéréotypes fondés sur le genre voulant que les femmes se contentent de jardiner.
- > Les immigrants considèrent également l'agriculture comme un milieu d'emploi pénible ayant peu recours à la technologie; il serait judicieux d'améliorer la visibilité des technologies agricoles (en plus de leur utilisation) mais aussi des outils numériques et des spécialisations techniques afin de les encourager à saisir des occasions d'emploi qualifié dans le secteur.

Mobiliser les connaissances des sociétés spécialisées dans les technologies agricoles comme des petites exploitations

- > Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire devraient s'appuyer davantage sur les technologies agricoles mises au point par les universités et les innovateurs à échelle restreinte. Les petites entreprises conçoivent des technologies évolutives applicables dans le cadre d'exploitations agricoles diverses et de programmes en faveur de la durabilité alimentaire d'envergure modeste; il convient de mieux mettre ces acteurs en relation avec les agriculteurs pour favoriser l'adoption de la technologie.
- > Mettre à profit l'expertise pédagogique des établissements d'enseignement postsecondaire
- > Il est nécessaire de nouer des partenariats avec les établissements d'enseignement postsecondaire afin d'offrir des occasions de mieux former les participants aux compétences techniques et analytiques, ce qui améliorerait la diversité et l'efficacité des offres de formation professionnelle dans le secteur de l'éducation.

Établir des trajectoires d'acquisition de compétences tenant compte des priorités régionales

- > Il est impératif de combler les déficits régionaux en matière de programmes de formation professionnelle pour faire en sorte de préserver les taux de participation au secteur de l'agriculture et de garantir la continuité des exploitations. Le Québec et l'Alberta, par exemple, devraient prioritairement offrir des possibilités de formation, compte tenu des déficits observés en la matière, ce qui permettrait de faire reculer l'insécurité alimentaire particulièrement forte dans ces régions.

Répondre aux besoins de formation aux compétences de façon adaptée sur le plan culturel

- > Chaque groupe requiert différentes interventions à l'appui de sa participation au secteur, et

rencontre des obstacles propres à sa situation. Les programmes à l'intention des Autochtones et des immigrants doivent offrir des occasions de perfectionnement des compétences au-delà des notions liées à la culture des plantes, de la plantation à la récolte, en tenant compte des aliments adaptés sur le plan culturel, afin de favoriser l'intégration sectorielle des participants issus de la diversité.

Élargir les possibilités de perfectionnement des compétences

- > Nous avons constaté que la plupart des formations aux compétences analytiques et techniques sont dispensées par l'entremise de projets d'agriculture communautaire en milieu urbain et dans les collectivités du Nord, mais que les technologies agricoles ne sont pas appliquées dans le cadre des projets traditionnels de jardinage communautaire. Il faudrait élargir les programmes en place assortis d'une formation aux compétences élémentaires dans une optique de perfectionnement professionnel des participants, en particulier concernant l'utilisation des technologies agricoles, de façon à établir des trajectoires menant vers des carrières spécialisées dans le secteur.

Priorités régionales en faveur de la participation des femmes

- > Les programmes ciblant les femmes sont rares, et ce, malgré le fait que ces dernières représentent environ 50 p. 100 de la population. L'accent doit être placé différemment en fonction du contexte de participation sectorielle propre à chaque région. Dans les Prairies, les programmes devraient soutenir l'intégration des technologies agricoles servant à la culture d'oléagineux et de céréales, tandis qu'en Ontario, il faudrait renforcer le soutien à la formation aux compétences analytiques, lesquelles peuvent être transposées pour répondre aux besoins en matière de gestion des exploitations et de planification de la relève.



Priorités régionales en faveur de la participation des nouveaux arrivants

- > Il existe, à l'échelon régional, des occasions de stimuler la participation sectorielle des nouveaux arrivants. Pourtant, ces derniers ne sont pas visés par les programmes en place dans les régions où ils représentent un pourcentage élevé de la population. En Alberta, il convient d'améliorer l'offre de formation aux compétences techniques et analytiques afin de stimuler la participation des nouveaux arrivants, tandis qu'en Ontario et en Colombie-Britannique, il est nécessaire de proposer des soutiens plus ciblés en faveur de l'intégration sectorielle et d'améliorer la visibilité des technologies agricoles, des compétences numériques et des spécialisations techniques.

Priorités régionales en faveur de la participation des Autochtones

- > Les programmes s'adressent principalement aux Autochtones vivant dans les collectivités du Nord, en communauté et dans des réserves, tandis que les Autochtones en milieu urbain ne bénéficient souvent d'aucun soutien. Il s'avère donc nécessaire de renforcer l'offre de formation professionnelle à l'intention des Autochtones sur leur lieu de vie, de façon à promouvoir leur souveraineté alimentaire et à renforcer la production d'aliments locaux, tout en leur offrant des occasions de perfectionner leurs compétences.

Cadres de compétences sous-tendant les programmes en faveur de la durabilité alimentaire

- > Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire permettent d'acquérir un éventail varié de compétences. Il est nécessaire d'établir un cadre de compétences unifié afin de comprendre comment les compétences élémentaires peuvent être approfondies sous la forme de compétences analytiques et techniques applicables au secteur et propices à l'adoption des technologies agricoles.

Autres outils numériques et formation en intelligence artificielle

- > La participation à la transition vers une ère technologique en agriculture exigera également des compétences en intelligence artificielle et en gestion de données, ainsi que des compétences numériques permettant de maîtriser les notions fondamentales et les outils nécessaires à l'utilisation des technologies agricoles.



Introduction

Sécurité et durabilité sur le plan alimentaire

Depuis 2024, plusieurs grandes municipalités dont Kingston, Mississauga, Orillia et Toronto (soit environ 17,5 p. 100 de la population ontarienne) ont déclaré l'état d'urgence en matière d'insécurité alimentaire^{1, 2, 3}, laquelle se caractérise par le manque de denrées alimentaires disponibles et accessibles. En hausse au Canada, l'insécurité alimentaire est profondément multidimensionnelle et liée à divers facteurs socioéconomiques⁴. En 2024, Banques alimentaires Canada a enregistré un taux record de sollicitation des banques alimentaires, marquant une augmentation de 90 p. 100 par rapport à 2019⁵. À Toronto, les banques alimentaires enregistrent une fréquentation environ quatre fois supérieure à celle observée avant la pandémie (en 2019)⁶, soit un essor plus rapide que la croissance démographique de la ville (+10,8 p. 100) sur la période courant de 2019 à 2024⁷. Les groupes ayant droit à l'équité sont surreprésentés parmi les personnes qui ont recours aux banques alimentaires. À Toronto, la clientèle de ces dernières compte environ 25 p. 100 de personnes en situation de handicap et 80 p. 100 de personnes racisées⁸.

Force est de constater que l'insécurité alimentaire a augmenté sous l'effet des contraintes inhérentes à la production locale et de la hausse du coût de la vie^{9, 10}. Il existe une corrélation entre les coûts et l'accessibilité de la nourriture, d'une part, et les coûts de production alimentaire, l'abordabilité des logements, le revenu et l'accès à un emploi décent ainsi qu'à des possibilités de formation

professionnelle, et la capacité de production alimentaire locale, d'autre part¹¹. Face à cette situation, plusieurs provinces affichant un taux élevé d'insécurité alimentaire, dont Terre-Neuve (23,0 p. 100 des familles) et le Nouveau-Brunswick (22,0 p. 100), se sont jointes à un élan national soutenant l'investissement en faveur d'organismes communautaires, confessionnels ou ethno-civiques, ainsi qu'à l'appui des administrations locales, dans le but de mettre en place des banques alimentaires, des programmes de culture vivrière et des agences de lutte contre la faim^{12, 13}. Si ces programmes sont destinés à sous-tendre la production locale d'aliments au profit des communautés, ils constituent également des parcours d'acquisition de compétences négligés, pourtant propices à la visibilité du secteur agricole et au perfectionnement professionnel parmi les groupes ayant droit à l'équité qui sont en situation d'insécurité alimentaire.

Plusieurs programmes fédéraux mis en œuvre par l'intermédiaire des administrations locales hissent l'insécurité alimentaire au rang de priorité. Parmi ces mécanismes fédéraux figurent des programmes de financement en faveur de la formation professionnelle et de la participation sectorielle de l'ensemble des groupes ayant droit à l'équité. Le programme AGRI Diversité, par exemple, finance des organismes dispensant une formation professionnelle aux groupes ayant droit à l'équité dans le secteur agricole afin de garantir la croissance continue de leur participation sectorielle^{14, 15}. Le Programme d'aide au secteur du vin, quant à lui, a soutenu directement 454 projets entre 2022 et 2023. Parmi les organisations visées, 37,0 p. 100 étaient détenues par

des femmes, 6,0 p. 100 par des personnes racisées et 2,0 p. 100 par des Autochtones. Ce programme a contribué à renforcer la capacité des programmes à mieux honorer leur mandat de soutien en faveur des femmes (13,0 p. 100 des programmes), des personnes 2SLGBTQ+ (7,0 p. 100), des minorités visibles et des personnes racisées (7,0 p. 100) et des personnes en situation de handicap (7,0 p. 100)¹⁶.

Au niveau provincial, les modifications apportées aux politiques d'aménagement du territoire ont permis de dégager l'empreinte physique nécessaire aux initiatives agricoles et de mener des projets pilotes dans des allées et des rues piétonnes¹⁷, sur des toits et dans des couloirs de production hydroélectrique¹⁸. Par exemple, grâce aux fonds versés à Newfoundland Eats au titre du Partenariat canadien pour une agriculture durable, un réseau d'agriculteurs de la province a pu donner à des jeunes en situation d'insécurité alimentaire la possibilité de travailler dans des fermes communautaires aux côtés d'agriculteurs chevronnés, tout en mettant à profit leur expertise technique et leur formation pour concevoir des technologies agricoles adaptées aux petites exploitations.

Au niveau municipal, certaines villes comme Toronto ont mis en œuvre des politiques (à l'image du plan d'action de GrowTO) et modifié la législation existante (dont le Green Roof Bylaw, règlement régissant la végétalisation des toits) afin de soutenir la production locale sur toitures-terrasses¹⁹. Ces efforts sont menés en concertation afin de diversifier le secteur de l'agriculture, non seulement par la mobilisation des communautés urbaines issues de la diversité dans le cadre de projets communautaires, mais aussi par l'attention portée à l'agriculture autochtone, aux femmes en agriculture et à l'insertion des nouveaux arrivants dans le secteur agricole^{20, 21}.

Malgré le nombre croissant d'approches novatrices en faveur de la sécurité et de la durabilité sur le plan alimentaire, beaucoup de communautés ne bénéficient pas d'un soutien suffisant et l'insécurité alimentaire continue de progresser. Parallèlement au problème d'insécurité alimentaire, le secteur canadien

de l'agriculture a besoin d'un apport de main-d'œuvre qualifiée et diversifiée pour remédier aux pénuries qui frappent les exploitations en milieu rural²², pour favoriser l'adoption des technologies agricoles²³ et pour garantir la durabilité globale nécessaire au maintien de la compétitivité du marché canadien. On continue d'observer d'importants déficits de compétences techniques et analytiques en matière d'exploitation agricole, ainsi qu'un niveau insuffisant de littératie numérique et de familiarisation avec l'IA, pourtant indispensables à l'adoption d'innovations agricoles. Le présent rapport a pour objectif de cartographier les programmes existants en faveur de la durabilité alimentaire, en analysant les formations offertes aux participants et en veillant à cerner les occasions propices au comblement des déficits observés ainsi qu'à la diversification du secteur canadien de l'agriculture avec l'aide de travailleurs qualifiés et adeptes de la technologie.

L'agriculture canadienne

La production alimentaire et la disponibilité des aliments ont une incidence sur le quotidien de toutes les personnes vivant au Canada. La durabilité des systèmes alimentaires (de la production à la transformation et à la distribution, jusqu'à la consommation et à l'élimination des déchets) affecte directement la population du pays. Le Canada a beau être un grand producteur et exportateur agricole²⁴, bon nombre de Canadiennes et de Canadiens n'en sont pas moins en proie à l'insécurité alimentaire. Non seulement l'accès fondamental à la nourriture fait défaut, mais les disparités se creusent encore davantage lorsqu'il s'agit de se procurer des aliments sains ou adaptés sur le plan culturel²⁵.

La prospérité du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire influe directement sur la sécurité alimentaire, dans la mesure où les débouchés sur le marché national et à l'étranger sont essentiels à la croissance commerciale et à la résilience du système alimentaire local permettant de répondre aux exigences nationales en matière de nourriture. En 2023, le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire employait 2,3 millions de personnes,

Statistiques agricoles et agroalimentaires en 2023



Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire employait **2,3 millions de personnes**



Fournissant ainsi **un emploi sur neuf à l'échelle du pays**



Contribuant à hauteur de **7 % au produit intérieur brut** (143,8 milliards de dollars)

fournissant ainsi un emploi sur neuf à l'échelle du pays et contribuant à hauteur de 143,8 milliards de dollars au produit intérieur brut (environ 7 p. 100)²⁶. Les exploitations agricoles canadiennes prospèrent grâce à l'amélioration du coût-efficacité²⁷ à mesure qu'elles adoptent des innovations technologiques²⁸. Toutefois, la hausse des rendements de production et les économies réalisées n'ont pas suffi à compenser la hausse du coût de la vie au Canada et à lutter contre l'insécurité alimentaire qui en résulte²⁹.

S'il existe des soutiens en faveur de la durabilité alimentaire à divers paliers, la résilience ascendante des systèmes alimentaires ne peut advenir sans l'intervention de participants qualifiés qui savent comment adopter les technologies agricoles, améliorer les rendements et la production et soutenir la production locale. Une telle résilience s'avère indispensable pour faire face aux fluctuations des relations internationales et pour atténuer leur incidence sur le coût des aliments, lequel compromet l'accès à la nourriture de nombreuses personnes au Canada.

L'agriculture durable au Canada

Pour fournir des aliments durables, il est indispensable de disposer de systèmes environnementaux résilients et de mécanismes de production alimentaire capables d'assurer un volume constant malgré les changements climatiques à l'œuvre à l'échelle planétaire qui engendrent de graves problèmes environnementaux. Les facteurs de stress climatiques et environnementaux ont des effets conjugués sur le rendement des cultures et l'adéquation des exploitations, d'où l'importance d'adopter des technologies agricoles favorisant la résilience³⁰.

En outre, le commerce mondial et les événements géopolitiques ont une incidence sur l'agriculture et le marché agroalimentaire du Canada, et donc sur la sécurité alimentaire. Face au climat d'incertitude induit par les droits de douane américains et les variations de prix des aliments, il s'avère important d'explorer de nouveaux moyens de renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaire traditionnelles en multipliant les programmes communautaires³¹. Contrairement à beaucoup d'autres pays, le Canada axe principalement son agriculture sur l'exportation, plus de 70 p. 100 des cultures de base (soja, blé, colza, légumineuses) étant destinées aux marchés internationaux³².

La hausse des coûts de production alimentaire a des répercussions directes sur les agroentreprises, les consommateurs et la sécurité alimentaire. À titre d'exemple, l'augmentation des coûts d'importation des engrais en provenance de Russie et d'Ukraine a touché de plein fouet les agroentreprises canadiennes, historiquement dépendantes des engrais azotés d'origine russe. Le Canada est un grand importateur de produits ukrainiens, notamment de colza (47 p. 100 de la production), de blé (13 p. 100) et d'orge (7 p. 100) à des fins de transformation alimentaire et à destination du secteur canadien de l'agroalimentaire³³. Les discussions avec les États-Unis au sujet des droits de douane font

également planer une menace sur les agroentreprises canadiennes et les coûts de production, les petites exploitations et les agriculteurs issus de la diversité ayant le plus à perdre³⁴.

L'insécurité alimentaire au Canada

Les groupes ayant droit à l'équité sont surreprésentés parmi les personnes en situation d'insécurité alimentaire au Canada, car divers obstacles intersectionnels viennent entraver encore davantage leur accès aux aliments. L'insécurité alimentaire n'est pas uniquement définie par la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires : elle tient également compte de l'adéquation et de la sûreté de leur consommation, de leur acceptabilité au regard du contexte culturel et des moyens dont disposent les personnes en proie à l'insécurité alimentaire pour faire en sorte d'y remédier³⁵.

L'insécurité alimentaire est exacerbée chez les Autochtones et parmi les groupes ayant droit à l'équité. Plus de 46 p. 100 des Autochtones au Canada sont en situation d'insécurité alimentaire, cette dernière étant particulièrement forte dans le Nord en raison des contraintes de disponibilité des aliments^{36, 37, 38, 39}, tandis que les ménages appartenant à la communauté noire courent près de deux fois plus de risques que leurs homologues de race blanche d'être en proie à l'insécurité alimentaire⁴⁰. D'après les estimations de Statistique Canada, 20,7 p. 100 des personnes faisant partie d'un groupe racisé se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire en 2022, soit une hausse de 3,9 p. 100 par rapport à 2021⁴¹. Près d'une famille immigrante sur quatre (environ 26,0 p. 100) arrivée entre 2013 et 2022 a déclaré se trouver en situation d'insécurité alimentaire, contre environ 17 p. 100 des familles d'origine canadienne⁴². Ces chiffres demeurent des estimations prudentes : le manque d'accès à des aliments adaptés sur le plan culturel contribue probablement à accentuer l'insécurité alimentaire au sein de ces communautés⁴³.



Il est important d'assurer la production d'aliments locaux pour remédier aux disparités régionales et à la surreprésentation des groupes ayant droit à l'équité parmi les personnes en proie à l'insécurité alimentaire. Dans le Nord, l'accessibilité des aliments est restreinte en raison de la distance et du manque d'infrastructures de transport, tandis que les moyens de production sont limités par les courtes saisons de culture et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, deux paramètres qui contribuent ensemble à accroître les coûts de production alimentaire et d'approvisionnement en nourriture⁴⁴. Grâce au renforcement des capacités tout au long de l'année, la production à bas coût d'aliments locaux dans le Nord a réussi à susciter l'intérêt pour les carrières agricoles, répondant ainsi aux enjeux de sécurité alimentaire à l'échelon local tout en contribuant aux objectifs de carboneutralité du Canada⁴⁵. De même, dans les environnements urbains, l'accès à des espaces de culture à bas coût a favorisé la participation de nombreuses communautés à la production alimentaire locale. L'agriculture communautaire lève divers obstacles à la sécurité alimentaire et sous-tend les voies d'accès aux aliments traditionnels et adaptés sur le plan culturel⁴⁶, ce qui engendre des bienfaits environnementaux en chaîne (faibles émissions liées à la production et au transport d'aliments)⁴⁷, favorise l'établissement de liens communautaires et l'échange de savoir⁴⁸ et contribue à améliorer les résultats des participants sur le plan de la santé mentale et physique^{49, 50}. Compte tenu des avantages avérés de la production alimentaire locale, l'acquisition de compétences et la formation professionnelle à cette fin suscitent de plus en plus d'intérêt, en particulier lorsqu'il s'agit d'interventions ciblant les groupes ayant droit à l'équité mises en œuvre par divers organismes ayant un ancrage local ou une portée fédérale, notamment les écoles^{51, 52}, les banques alimentaires⁵³, les jardins communautaires⁵⁴ et les municipalités⁵⁵.

Les banques alimentaires et les programmes de jardinage (du potager traditionnel aux systèmes pointus d'agriculture en environnement contrôlé [AEC]) sont souvent négligés dans l'écosystème

de la formation professionnelle aux fins de l'insertion des groupes ayant droit à l'équité dans le secteur de l'agriculture. Les différents ordres de gouvernement jugent pourtant cet élément essentiel pour améliorer la participation sectorielle^{56, 57} et pour maintenir les exigences canadiennes de production agricole à destination du marché national et à des fins d'exportation. Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire offrent une solution pédagogique communautaire qui tient profondément compte du contexte, tout en favorisant l'accès aux aliments^{58, 59}. Il est nécessaire d'investir en continu à l'appui de ces programmes : en effet, outre leur immense potentiel en matière de perfectionnement des compétences, ils offrent déjà bon nombre des soutiens complets dont ont besoin les apprenants issus de la diversité dans le secteur de l'agriculture⁶⁰, mais que la plupart des programmes d'enseignement traditionnels ne proposent pas^{61, 62}.

Production alimentaire durable à l'échelon local

Le jardinage et la production alimentaire sont une tradition ancrée localement au Canada^{63, 64}. Les Canadiennes et les Canadiens étant de plus en plus dissociés de leurs moyens de production alimentaire⁶⁵, il n'est guère surprenant que beaucoup de personnes continuent aujourd'hui de croire que le secteur propose des emplois pénibles mal rémunérés et ayant peu recours à la technologie qui s'avèrent peu propices pour les immigrants, les femmes, les Autochtones ou d'autres groupes ayant droit à l'équité^{66, 67, 68}.

Les communautés issues de la diversité continuent d'innover pour remédier à l'insécurité alimentaire à l'échelon local, mais se heurtent à des obstacles qui réduisent leur capacité d'action et de participation à l'adoption des technologies agricoles en faveur de la production d'aliments locaux. D'après l'Ontario Farmer Association of Women, près de 40,9 p. 100 des agricultrices en Ontario ont le sentiment de rencontrer des freins à leur intégration et à leur avancement professionnel dans le secteur de

l'agriculture : citons notamment la difficulté à trouver l'équilibre entre carrière et responsabilités familiales, la culture sexiste en agriculture, digne d'un « club de dinosaures », et l'absence de modèles de comportement⁶⁹. À cela s'ajoutent les moindres financements versés aux femmes, comparativement aux hommes, au titre des initiatives en faveur de la durabilité alimentaire^{70, 71}. Les Autochtones doivent eux aussi surmonter des obstacles à la participation découlant des traumatismes de l'assimilation forcée aux conventions occidentales établissant ce qui constitue une « alimentation saine », en contradiction avec leur culture, et de l'héritage d'une agriculture qui a fait partie des motifs invoqués par le passé pour les déposséder de leurs terres^{72, 73}.

Il est essentiel de collaborer et de concevoir conjointement des systèmes agricoles permettant d'assurer la durabilité alimentaire locale au sein de chaque collectivité, de façon à garantir que les besoins sont satisfaits et que la formation professionnelle appropriée est dispensée. Les communautés peuvent se tourner vers un éventail d'innovations et d'outils technologiques agricoles et agroalimentaires pour remédier à l'insécurité alimentaire au travers d'occasions de production alimentaire durable à l'échelon local. La formation professionnelle est particulièrement efficace en ce qu'elle permet d'encourager la souveraineté alimentaire et de donner aux communautés les moyens de cultiver des plantes à valeur ajoutée, tout en favorisant une participation accrue au secteur de l'agriculture. Les technologies agricoles constituent souvent des solutions évolutives et personnalisables en fonction du contexte (l'agriculture verticale, par exemple, peut être utilisée dans les régions disposant d'une superficie limitée de terres arables, en milieu urbain ou encore sur des terres converties)^{74, 75}. En outre, certaines innovations opportunistes en agriculture permettent d'exploiter des couloirs d'infrastructure sous-utilisés ou encore

les toits de bâtiments résidentiels, administratifs et commerciaux pour y produire des aliments⁷⁶. Grâce à ces innovations, les communautés bénéficient sur leur lieu de vie d'occasions de production alimentaire et de formation professionnelle, offertes dans les conditions souples dont les participants ayant droit à l'équité ont tout particulièrement besoin. Toutefois, plus la haute technologie prend ancrage dans le secteur de l'agriculture, plus il existe un risque de voir se reproduire les inégalités systémiques conduisant à une exclusion sectorielle en raison du genre et de la race, à moins d'intégrer d'emblée les principes d'équité, de diversité et d'inclusion dans l'infrastructure et la formation⁷⁷.

Pour faire en sorte que les questions d'équité soient prises en compte dans les programmes en faveur de la durabilité alimentaire, il faut mettre en place des soutiens explicites à l'intention des Autochtones et des groupes ayant droit à l'équité. En particulier, le secteur doit changer la perception qu'ont les gens de l'agriculture, à savoir celle d'un milieu d'emploi peu qualifié, à faible revenu et à dominante masculine, car elle dissuade les personnes qualifiées issues de la diversité d'y travailler. L'agriculture ouvre des voies significatives de cheminement professionnel à long terme grâce à la technologie, aux compétences numériques et à l'expertise commerciale^{78, 79}.

Plusieurs programmes d'agriculture urbaine (de Montréal à Toronto en passant par les collectivités du Nord)^{80, 81} montrent comment la mobilisation communautaire, la création d'emplois locaux et la formation aux compétences en agriculture à l'intention des groupes ayant droit à l'équité se conjuguent efficacement pour favoriser la production alimentaire et assurer l'accès à des aliments locaux. Ces exemples devraient être mis en avant afin d'inspirer des initiatives futures associant durabilité alimentaire et formation professionnelle.

L'importance de la formation professionnelle

Si certaines solutions techniques propices à la durabilité alimentaire (agriculture verticale par modules et agriculture en environnement contrôlé pilotée par les données, par exemple) favorisent la réussite des cultures, elles nécessitent néanmoins des compétences particulières⁸². Il faut donc s'appuyer sur la formation professionnelle pour garantir l'utilisation et la longévité du système et pour surmonter les préjugés et la discrimination à l'œuvre dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, dans la mesure où ils empêchent les candidats issus de la diversité de se sentir dans leur élément⁸³. D'après certaines données probantes, il semble que la participation à des initiatives d'agriculture communautaire territorialisées d'envergure modeste permette de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire chez les Autochtones et parmi les groupes ayant droit à l'équité^{84, 85}. Grâce à un accès élargi aux programmes de formation et de perfectionnement professionnel, le déficit de compétences est en train de se combler, ouvrant ainsi des perspectives de carrière valorisantes tout en faisant disparaître l'idée que l'agriculture propose principalement des emplois peu qualifiés. De plus, la définition d'un langage commun pour parler des compétences peut aider à répondre aux besoins en matière de main-d'œuvre.

Cartographie des programmes et initiatives en faveur de la durabilité alimentaire

Le présent exercice de cartographie des programmes et initiatives en faveur de la durabilité alimentaire vise à fournir une vue d'ensemble des projets et des formations professionnelles connexes à l'appui d'une production alimentaire durable à l'échelon local. Il fait fond sur le projet de durabilité alimentaire dans le Nord mené par le Diversity Institute et Green Igloo, dans le cadre duquel ont été passées en revue les compétences et les aptitudes requises pour permettre la participation des Autochtones du Nord à des

initiatives agricoles communautaires⁸⁶. Si diverses actions communautaires ont été mises en œuvre à l'échelle du Canada pour former les Autochtones et les groupes issus de la diversité et leur donner les moyens de perfectionner leurs compétences (à Toronto, par exemple, le Scadding Court Community Centre enseigne la culture hydroponique par le biais de jardins communautaires), on dispose de peu de renseignements sur l'écosystème actuel de la formation professionnelle portant sur la production alimentaire durable au moyen de technologies agricoles.

Nous manquons de détails clairs sur la portée et l'offre d'initiatives en faveur de la durabilité alimentaire, leurs caractéristiques et leurs effets sur la sécurité alimentaire des groupes ayant droit à l'équité. En outre, il est difficile de savoir quelles sont les formations professionnelles disponibles, le cas échéant, pour soutenir ces projets et en quoi ces initiatives jouent un rôle dans l'établissement de trajectoires professionnelles propices à la participation d'une main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La réussite de la production alimentaire dépend de la formation professionnelle et de sa capacité à renforcer la participation sectorielle, de façon à lutter contre l'insécurité alimentaire. La partie suivante souligne la nécessité de cet exercice de cartographie des initiatives existantes en faveur de la durabilité alimentaire, et présente les méthodes spécialement employées pour les sélectionner et les compiler. Elle explore également les différents modes de production alimentaire durable, dont les serres, l'agriculture d'intérieur et les jardins communautaires.



Méthodologie

Ce projet offre une vue d'ensemble des initiatives axées sur la durabilité alimentaire au Canada et des formations connexes prévues pour les sous-tendre. À l'aide de mots-clés, nous avons mené une recherche Internet en conjonction avec un sondage en boule de neige, ce qui nous a permis de recenser 228 projets en faveur de la durabilité alimentaire à l'échelle du pays et d'analyser les programmes de formation offerts par ces derniers, le cas échéant.

Nous avons inclus des organismes et des groupes luttant contre l'insécurité alimentaire en fonction des points d'accessibilité, des moyens de production et de l'applicabilité aux sources de nourriture tenant compte de la culture. Dans le cadre de ces programmes, nous avons étudié les trajectoires d'acquisition de compétences, le cas échéant, dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Nous avons pris note des cas où les groupes ayant droit à l'équité bénéficiaient de soutiens ciblés. L'amélioration de la participation des Autochtones, des femmes et des nouveaux arrivants au secteur de l'agriculture fait l'objet d'une attention nationale⁸⁷.
^{88, 89} : nous avons donc voulu recenser, au sein de l'écosystème des programmes en faveur de la durabilité alimentaire, les initiatives adoptant des méthodes sur mesure propices à l'inclusion de ces différents groupes. En particulier, nous avons classé les programmes assortis de soutiens ciblés en fonction de leurs offres à l'intention des Autochtones et d'autres groupes ayant droit à l'équité, notamment les personnes racisées et noires, les nouveaux arrivants, les personnes en situation de handicap, les membres de la communauté 2SLGBTQ+, les personnes vivant en milieu rural et les Francophones.

Voici les types d'organismes inclus dans la cartographie (liste non exhaustive) : entreprises et institutions publiques du secteur de l'agriculture qui œuvrent à l'appui des compétences, de la formation, du financement et de l'emploi; entreprises privées du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui proposent des occasions de formation, de financement ou d'emploi à l'intention des nouveaux travailleurs du secteur; communautés des Premières Nations, métisses et inuites offrant des occasions de formation professionnelle à leurs membres en lien avec la durabilité alimentaire; organismes sans but lucratif proposant des occasions d'acquisition de compétences et de formation en lien avec le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire; établissements d'enseignement proposant des occasions d'acquisition de compétences et de formation, dont des programmes menant à une microcertification, un certificat ou un diplôme en lien avec la production alimentaire durable, l'agriculture et/ou le secteur de l'agroalimentaire; organismes de soutien à l'entrepreneuriat qui accompagnent le développement des entreprises dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire; et incubateurs et accélérateurs qui favorisent le perfectionnement des compétences et des aptitudes des nouveaux propriétaires d'entreprise dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Nous avons recueilli des renseignements sur le type de soutien fourni par chaque organisme, en indiquant s'il s'agissait d'une formation aux compétences élémentaires, analytiques ou techniques. La formation aux compétences élémentaires aborde les bases nécessaires pour mener à bien des récoltes et cultiver un jardin, y compris la création et l'utilisation de potagers communautaires, l'étude du cycle de vie des végétaux, la gestion de l'arrosage et de la fertirrigation, le soin des plantes et le désherbage/ la lutte contre les organismes nuisibles, la récolte et l'aménagement des terres. La formation aux compétences techniques porte sur l'utilisation des technologies agricoles, notamment mais sans s'y limiter, l'agriculture verticale, la culture hydroponique et l'aquaponie, l'emploi de milieux de culture alternatifs, les serres, les systèmes d'irrigation et de fertirrigation automatisés, les capteurs optiques et chimiques, les infrastructures de gestion des données et les systèmes de régulation climatique en agriculture d'intérieur. Sont également incluses les technologies innovantes telles que la surveillance des signaux électrochimiques, les drones, la modification des plasmas germinatifs et le génie en agriculture résiliente face au changement climatique. La formation aux compétences analytiques se rapporte à la gestion globale des cultures et des exploitations agricoles (compétences en gestion, science des sols, utilisation du matériel agricole, lutte contre les organismes nuisibles, etc.) et aux compétences essentielles dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire telles que la gestion du temps, l'encadrement et la logistique.

Nous avons également indiqué si les programmes offraient des soutiens complets, tels qu'une aide financière et des occasions de réseautage, de mentorat et de renforcement des capacités. Les programmes de formation aux compétences essentielles qui favorisent également la durabilité alimentaire à l'échelle communautaire, comme ceux à l'appui de la défense des politiques et de la gestion de projets, ont aussi été pris en compte au titre des compétences analytiques propices à la gestion des décisions. Nous avons inclus d'autres organismes

fournissant des soutiens complets dès lors qu'ils œuvraient explicitement en faveur de la durabilité alimentaire, notamment ceux offrant des services de mentorat et d'accompagnement, de garde d'enfants et d'aide au réseautage.

Nous avons par ailleurs classé les organismes par secteur et type d'écosystème, conformément au système de classification employé par le Diversity Institute. Les catégories incluses sont les suivantes : investisseurs providentiels, réseaux d'investissement et institutions financières; organismes de soutien aux entreprises; collèges et universités; organismes de services communautaires; sociétés; organismes fournisseurs de services d'emploi ou d'établissement; organismes ethno-civiques; fondations; ordres de gouvernement (palier fédéral, provincial ou municipal); incubateurs et accélérateurs; établissements d'enseignement de la maternelle à la 12^e année; autres fournisseurs de services de formation professionnelle; associations professionnelles; instituts de recherche et groupes de réflexion; organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre; petites et moyennes entreprises (moins de 499 employés); et syndicats.

Constatations

Sièges provinciaux des soutiens

À l'heure actuelle, les programmes cartographiés au sein de l'écosystème de formation en faveur de la durabilité alimentaire sont principalement concentrés en Ontario (29,1 p. 100), loin devant la Colombie-Britannique (12,6 p. 100), l'Alberta (10,7 p. 100) et la Saskatchewan (11,7 p. 100; figure 1). Cela n'est guère étonnant dans la mesure où l'Ontario est la province canadienne la plus peuplée et où la représentation de sa population dans le domaine de l'agriculture est proportionnée au regard de la participation sectorielle

totale au Canada (29,3 p. 100). Le nombre supérieur de programmes recensés à l'échelle de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan peut également refléter le fait que certains programmes dispensés par des organismes dont le siège est sis à Toronto et à Ottawa servent des publics extérieurs.

Toutefois, des différences régionales demeurent si l'on calcule le nombre de programmes en proportion de la main-d'œuvre. On observe ainsi un déficit de programmes de formation professionnelle, par rapport à la participation sectorielle à l'échelon provincial, au Québec (24,6 p. 100 du secteur de l'agriculture, mais

Figure 1

Répartition provinciale et territoriale des programmes en faveur de la durabilité alimentaire, en fonction du lieu d'implantation du siège

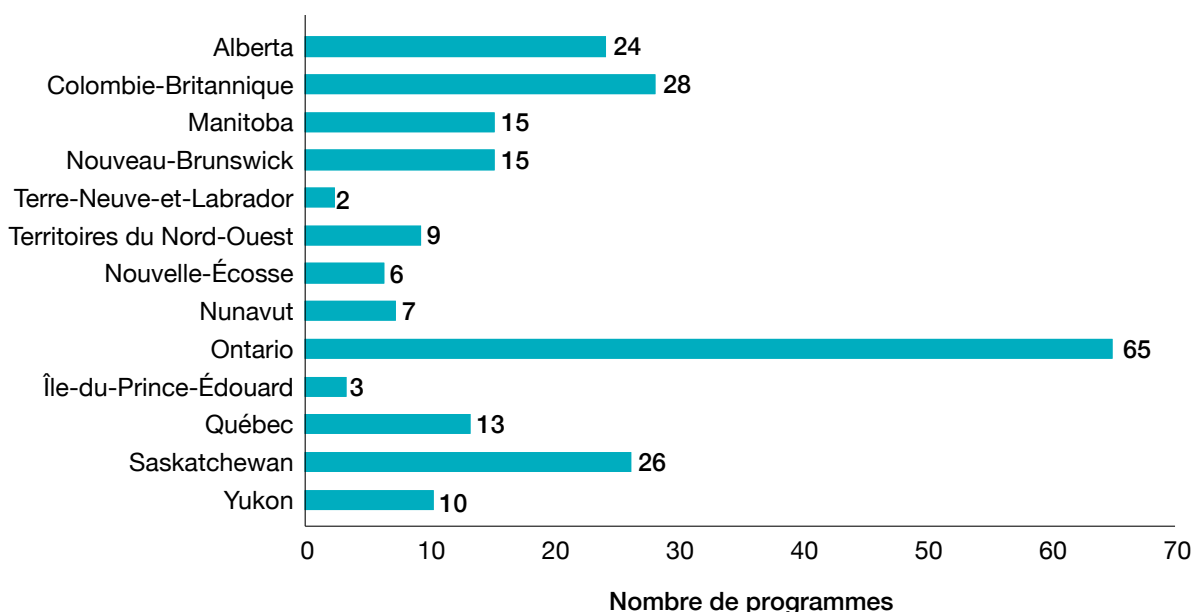


Tableau 1

Répartition provinciale et territoriale de la population canadienne, des participants au secteur de l'agriculture et des programmes de formation professionnelle cartographiés

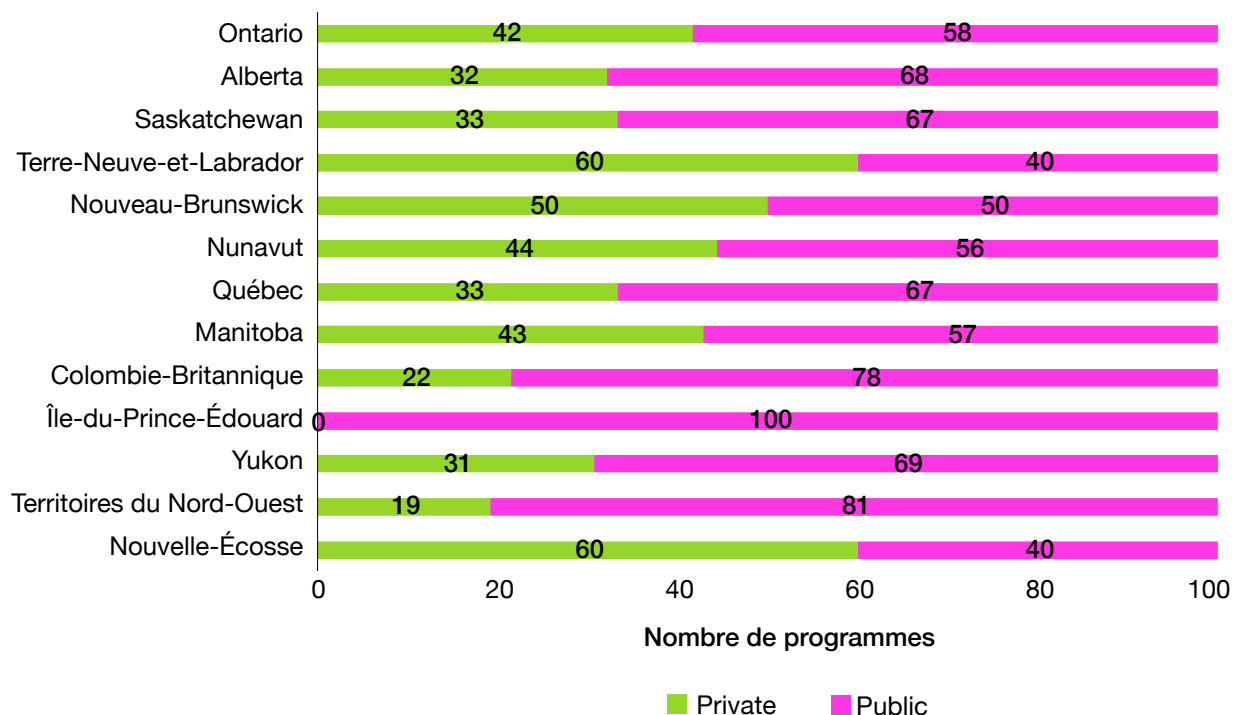
Province/Territoire	Population par province (% de la population nationale)	Participants au secteur de l'agriculture (% du nombre total de participants)	% des programmes par région
Alberta	4888723 (11,8 %)	38070 (13,6 %)	10,8 %
Colombie-Britannique	5698430 (13,8 %)	32290 (11,5 %)	12,6 %
Île-du-Prince-Édouard	1494301 (3,6 %)	17297 (6,2 %)	6,7 %
Manitoba	854355 (2,1 %)	5786 (2,1 %)	6,7 %
Nouveau-Brunswick	545247 (1,3 %)	1248 (0,4 %)	0,9 %
Nouvelle-Écosse	44731 (0,1 %)	-	4,0 %
Nunavut	1076374 (2,6 %)	6161 (2,2 %)	2,7 %
Ontario	41159 (0,1 %)	-	3,1 %
Québec	16124116 (39,1 %)	82348 (29,3 %)	29,2 %
Saskatchewan	178550 (0,4 %)	4,390 (1,6 %)	1,3 %
Terre-Neuve-et-Labrador	9056044 (21,9 %)	69065 (24,6 %)	5,8 %
Territoires du Nord-Ouest	1239865 (3,0 %)	24144 (8,6 %)	11,7 %
Yukon	46704 (0,1 %)	-	4,5 %

seulement 5,8 p. 100 des programmes de formation) et, de manière marginale, en Alberta (13,6 p. 100 du secteur contre 10,8 p. 100 des programmes). Au contraire, le Nouveau-Brunswick affiche un nombre excédentaire de programmes de formation professionnelle comparativement à sa participation sectorielle : alors que la province abrite 2,1 p. 100 des participants au secteur de l'agriculture, elle recense 6,7 p. 100 des initiatives canadiennes en faveur de

la formation professionnelle, soit une proportion trois fois plus élevée. Néanmoins, ces chiffres ne tiennent pas compte du nombre de personnes formées par les différents programmes, lequel peut aller d'environ 10 personnes par an dans le cas d'un projet régional de ferme communautaire à plus de 50 personnes par an dans le cas d'un programme universitaire ou collégial.

Figure 2

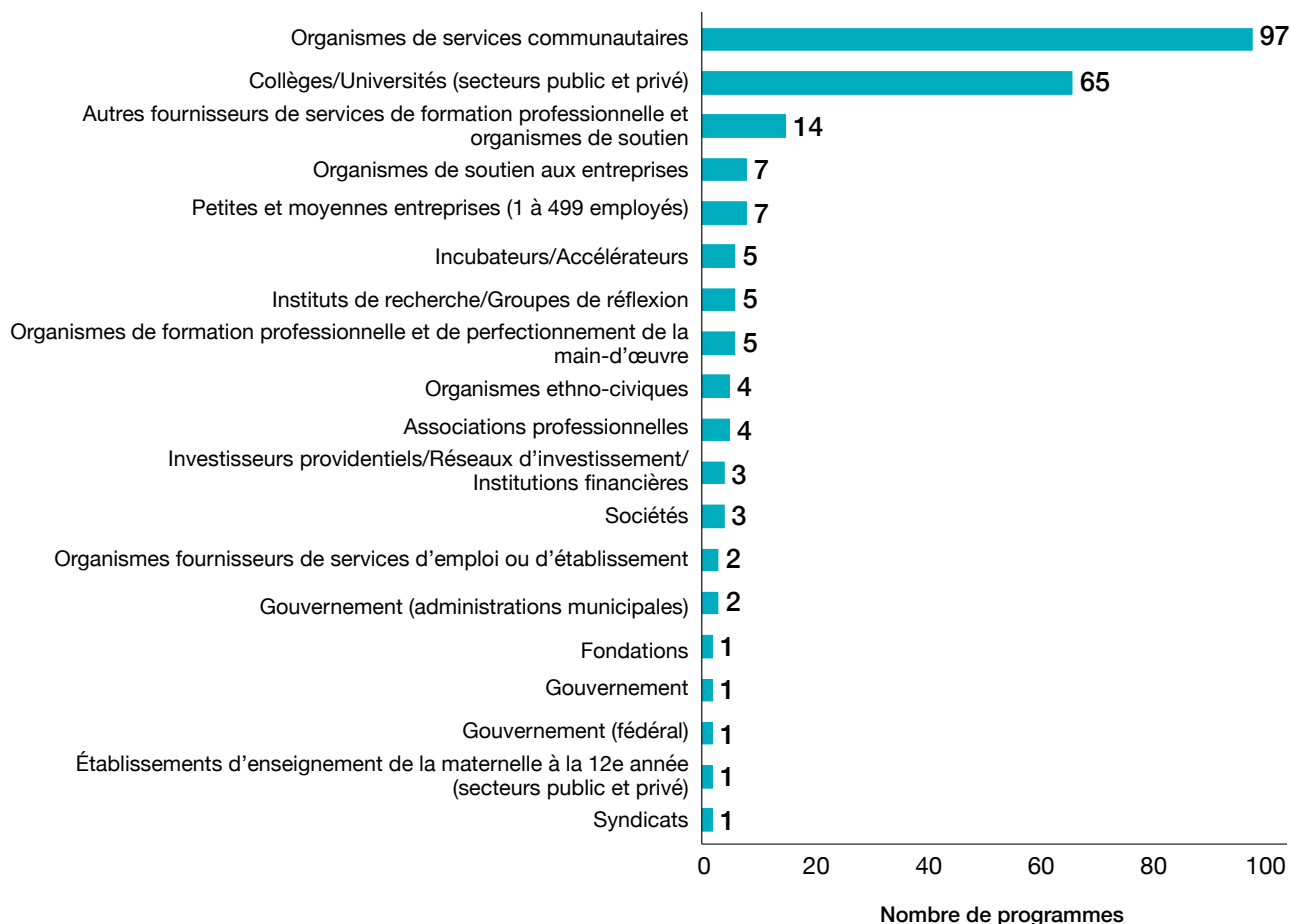
Secteur propriétaire des programmes en faveur de la durabilité alimentaire, par province et/ou territoire



On recense des organismes dispensant des programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis de services d'acquisition de compétences et de formation dans les secteurs public comme privé, selon des proportions variables d'une région à l'autre (figure 2). Si le secteur public est le principal fournisseur de programmes d'enseignement postsecondaire, certains établissements d'enseignement relevant du secteur privé proposent des programmes en faveur de la durabilité alimentaire en rapport avec leurs objectifs de formation professionnelle, sous la forme de microcertifications, de cours en ligne et d'académies de formation.

Figure 3

Catégorie d'écosystème des organismes offrant des programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'une formation



Catégories de l'écosystème

Ce sont principalement les organismes de services communautaires, notamment les centres et les groupes communautaires, les organismes sans but lucratif et les banques alimentaires (figure 3) qui dispensent des programmes en faveur de la durabilité alimentaire et des formations aux compétences en agriculture (97 programmes, soit 42,5 p. 100). À Toronto (Ontario), par exemple, le Scadding Court Community Centre est un centre communautaire qui met à disposition des parcelles communautaires et des espaces de culture hydroponique, en y associant une formation aux compétences élémentaires et techniques à l'intention des groupes ayant droit à l'équité⁹⁰. Parmi les groupes communautaires figurent souvent des jardins partagés, à l'image de celui d'Off Bank à Carleton (Ontario) qui allie accès aux parcelles et formation à certaines

compétences élémentaires comme la culture de plantes particulières sous le climat ontarien. Les établissements d'enseignement officiels (65 programmes, soit 28,5 p. 100, secteurs privé et public confondus) qui proposent des initiatives de formation professionnelle ciblées menant à un diplôme, un certificat et/ou une microcertification œuvrent également en faveur de la durabilité alimentaire. Parmi les autres contributeurs figurent les organismes de formation professionnelle et de soutien, hors établissements d'enseignement (14 programmes, soit 6,1 p. 100). Les organismes fournisseurs de services d'emploi ou d'établissement proposent peu de programmes, ce qui peut s'expliquer par le faible nombre d'initiatives en faveur de la durabilité alimentaire ciblant les nouveaux arrivants (8 programmes, soit 11,8 p. 100 des programmes ciblés).



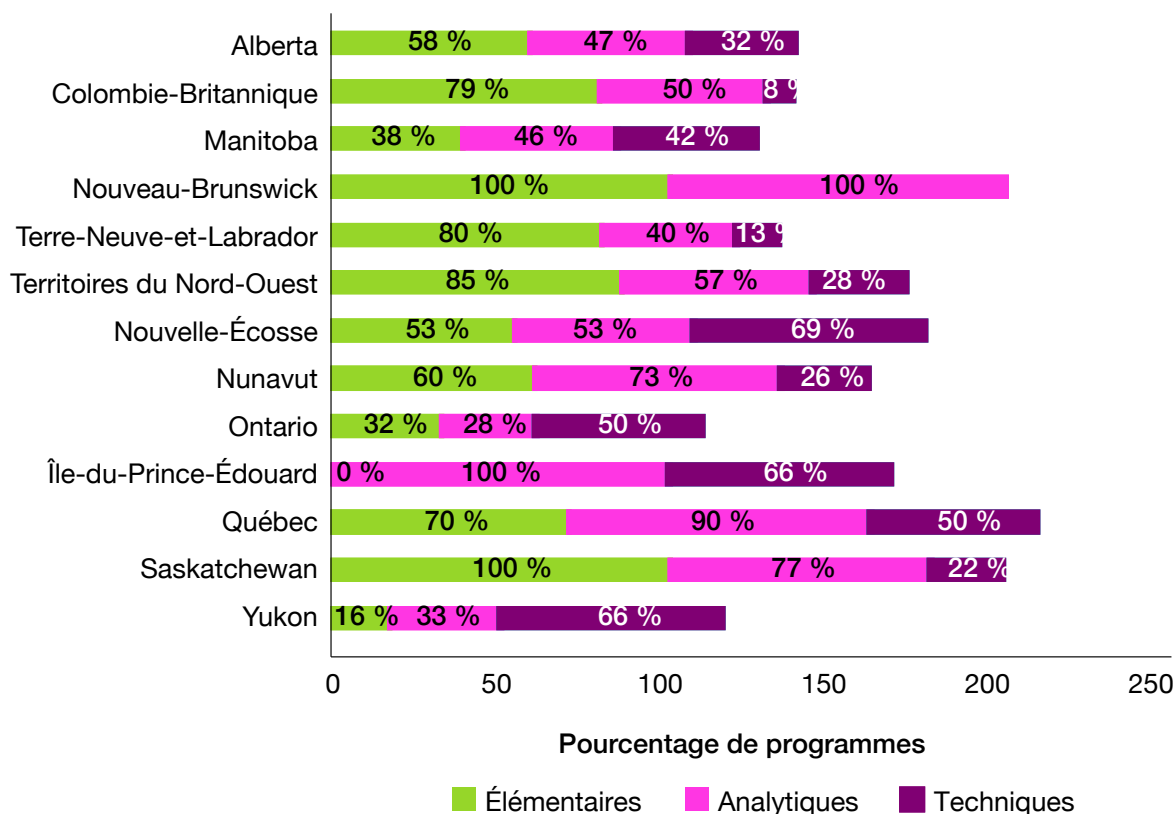
Les programmes menant à un certificat ou les programmes techniques offerts dans les collèges dispensent de nombreuses formations techniques sur l'utilisation des innovations dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (agriculture de précision, techniques pointues d'irrigation et de fertirrigation, etc.) et des technologies comme le SIG, l'Internet des objets, les drones, l'IA, la robotique et les machines autonomes, ainsi que le diagnostic, l'entretien et la réparation du matériel d'agriculture en champ. Toutefois, il ne s'agit pas d'un pourvoyeur de programmes pédagogiques aussi moteur que les initiatives propres au secteur de l'agriculture ou que les fermes et les réseaux communautaires.

Offre de formation professionnelle

Les programmes cartographiés dispensent des formations différentes, notamment en ce qui concerne les compétences visées (élémentaires, analytiques ou techniques). La formation aux compétences élémentaires aborde les bases nécessaires pour mener à bien des récoltes et cultiver un jardin, y compris la création et l'utilisation de potagers communautaires, la formation à l'arrosage et à la fertirrigation dans le cadre du soin des plantes, ainsi que la récolte des cultures et le conditionnement. À titre d'exemple, plusieurs jardins communautaires au Canada sont gérés par des groupes communautaires, des organismes religieux et des centres de loisirs qui proposent également des formations en jardinage⁹¹. La formation aux compétences techniques porte sur l'utilisation des technologies agricoles, notamment mais sans s'y limiter, l'agriculture verticale, la culture hydroponique, l'aquaponie et la culture sous serre, ainsi que les infrastructures de gestion des données et les systèmes de régulation climatique en agriculture d'intérieur et en environnement extérieur. Il peut s'agir de programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis de possibilités de formation technique à l'université (exemple : programme communautaire de certification technique en agriculture verticale de la Humber Polytechnic⁹²) ou bien d'initiatives alimentaires en milieu communautaire qui utilisent

Figure 4

Pourcentage de programmes provinciaux et territoriaux en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'une offre de formation professionnelle (en proportion de l'ensemble des programmes), selon le niveau de compétence



ces technologies et ont donc besoin de dispenser de la formation, comme c'est le cas du programme de la Yellowknives Dene First Nation qui enseigne des compétences techniques sur la culture sous serre aux membres de la communauté dans le cadre de la production alimentaire⁹³. La formation aux compétences analytiques se rapporte à la gestion globale des cultures et des exploitations agricoles (compétences en gestion, science des sols, utilisation du matériel agricole, lutte contre les organismes nuisibles, etc.) et aux compétences essentielles dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire telles que la gestion du temps, l'encadrement et la logistique. Par exemple, la Jelly Academy dispense une formation en ligne sur le marketing numérique à l'intention des participants au secteur de l'agriculture, afin d'aider les petites agroentreprises issues de la diversité à mettre à profit les réseaux sociaux, le référencement naturel, Google Advertising et les

outils d'analyse des sites Web, ainsi que le marketing d'influence/les relations publiques et le marketing de croissance⁹⁴.

Certains programmes dispensent plusieurs types de formation, et ouvrent ainsi une trajectoire potentielle de perfectionnement des compétences (figure 4). Le Scadding Court Community Centre, par exemple, enseigne des compétences élémentaires dans le cadre de parcelles communautaires, mais offre aussi une formation plus technique en culture hydroponique⁹⁵. Bon nombre de programmes en faveur de la durabilité alimentaire proposent des occasions de formation aux compétences élémentaires (129 programmes, soit environ 77,7 p. 100 des programmes assortis d'une offre de formation), ce qui s'avère important pour favoriser l'intégration de nouveaux participants. Un vaste corpus de données probantes atteste de l'inclusion du perfectionnement des compétences dans les

initiatives en faveur de la durabilité alimentaire : 114 programmes dispensent une formation aux compétences analytiques (environ 68,7 p. 100) et 78 programmes, une formation aux compétences techniques (environ 46,9 p. 100).

L'exercice de cartographie de l'écosystème a mis au jour 53 programmes en faveur de la durabilité alimentaire dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (soit environ 25,6 p. 100 des programmes) ne comportant aucun volet de formation professionnelle. Toutefois, les programmes en question sont susceptibles de dispenser une formation de manière informelle, sans que cela soit mentionné textuellement dans les documents à la disposition du public. Il est bien connu que le jardinage communautaire s'accompagne d'occasions de formation informelle à travers les activités proposées, le partage de connaissances et l'apprentissage pratique^{96, 97} : en effet, les jardiniers et les agriculteurs chevronnés transmettent leur précieuse expertise aux nouveaux participants, souvent novices⁹⁸. Néanmoins, parmi les programmes recensés, rares sont les initiatives de culture sous serre ou en milieu plus technique qui n'offrent aucune formation professionnelle; c'est plutôt le cas des jardins et des potagers communautaires.

Les différences régionales peuvent refléter les priorités de chaque province ou territoire sur le plan de la formation ou de potentiels écarts en matière de compétences. Par exemple, les programmes en faveur de la durabilité alimentaire dans le secteur de l'agriculture dans l'Île-du-Prince-Édouard ne dispensent pas de formation aux compétences élémentaires, mais proposent des offres d'enseignement postsecondaire, ainsi qu'une formation ciblée de perfectionnement des compétences en matière d'utilisation des technologies agricoles. À l'inverse, tous les programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'une offre de formation professionnelle recensés à Terre-Neuve-et-Labrador et dans les Territoires du Nord-Ouest dispensent une formation aux compétences élémentaires. On observe d'importantes variations entre les provinces : celles



Il convient de tenir compte des différences régionales et de la proximité des ressources en matière de technologies agricoles en vue de renforcer les possibilités de perfectionnement des compétences associées à la participation aux programmes en faveur de la durabilité alimentaire.

affichant une forte participation sectorielle au regard de l'ensemble de la participation nationale, à l'instar de l'Ontario (29,3 p. 100 de la main-d'œuvre du secteur canadien de l'agriculture), du Québec (24,6 p. 100) et de l'Alberta (13,6 p. 100) offrent de nombreuses possibilités de formation aux compétences élémentaires (58,0 p. 100, 54,0 p. 100 et 79,0 p. 100, respectivement)⁹⁹.

L'offre de formation aux compétences analytiques est faible en Nouvelle-Écosse (33,0 p. 100 des programmes assortis d'une offre de formation professionnelle) et en Colombie-Britannique (29,0 p. 100), tandis qu'elle est importante à Terre-Neuve-et-Labrador (100,0 p. 100), dans l'Île-du-Prince-Édouard (100,0 p. 100), au Yukon (90,0 p. 100), dans les Territoires du Nord-Ouest (78,0 p. 100) et au Manitoba (73,0 p. 100). Les provinces affichant un faible taux de participation au secteur de l'agriculture ont une approche différente de la formation professionnelle. Par exemple, la Nouvelle-Écosse (2,19 p. 100 de la main-d'œuvre du secteur canadien de l'agriculture) et l'Île-du-Prince-Édouard (1,6 p. 100) forment peu aux compétences élémentaires mais comptent une offre de formation supérieure à la moyenne en ce qui concerne les compétences techniques (67,0 p. 100 des programmes assortis d'une offre de formation professionnelle). En comparaison, le Nouveau-Brunswick (2,1 p. 100) et Terre-Neuve-et-Labrador (0,4 p. 100) affichent



une offre élevée de formation aux compétences élémentaires (80,0 p. 100 et 100,0 p. 100, respectivement) mais comptent peu d'occasions de formation aux compétences techniques (13,0 p. 100 et 0,0 p. 100, respectivement). Il convient de tenir compte des différences régionales et de la proximité des ressources en matière de technologies agricoles en vue de renforcer les possibilités de perfectionnement des compétences associées à la participation aux programmes en faveur de la durabilité alimentaire.

Bien que les soutiens complets en matière de mentorat, de réseautage et de financement jouent un rôle important à l'appui de l'acquisition des compétences, leur prestation varie considérablement selon le type d'organisme dont relèvent les programmes. Comme on pouvait s'y attendre, les collèges et les universités proposent de nombreuses occasions de mentorat (87,7 p. 100 des programmes) et de réseautage (92,3 p. 100) aux participants. Toutefois, ces établissements d'enseignement postsecondaire (15,4 p. 100) et les organismes de services communautaires (29,9 p. 100) n'offrent qu'une aide financière restreinte pour soutenir la participation aux initiatives en faveur de la durabilité alimentaire. Les organismes de services communautaires cartographiés offrent généralement un soutien modéré en matière de mentorat (49,5 p. 100) et de réseautage (45,4 p. 100).

Le mentorat et l'aide financière font partie des soutiens fréquemment offerts par les programmes visant à renforcer l'entrepreneuriat et les entreprises en faveur de la durabilité alimentaire, notamment les réseaux d'investissement et les institutions financières (mentorat offert dans 100,0 p. 100 des cas et aide financière dans 66,7 p. 100 des cas) ainsi que les incubateurs/accélérateurs (60,0 p. 100 et 100,0 p. 100 des cas, respectivement).

Tableau 2

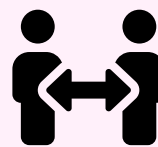
Soutiens complets offerts dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire, par catégorie d'écosystème des organismes

Catégorie d'écosystème	Nombre de programmes	Programmes assortis d'une offre de mentorat (% des programmes)	Programmes assortis d'une offre de réseautage (% des programmes)	Programmes offrant une aide financière (% des programmes)
Investisseurs providentiels/Réseaux d'investissement/Institutions financières	3	3 (100,0 %)	1 (33,3 %)	2 (66,7 %)
Organismes de soutien aux entreprises	7	5 (71,4 %)	3 (42,9 %)	2 (28,6 %)
Collèges/Universités (secteurs public et privé)	65	57 (87,7 %)	60 (92,3 %)	10 (15,4 %)
Organismes de services communautaires	97	48 (49,5 %)	44 (45,4 %)	29 (29,9 %)
Sociétés (secteur privé)	3	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)	1 (33,3 %)
Organismes fournisseurs de services d'emploi ou d'établissement	2	0 (0,0 %)	2 (100,0 %)	0 (0,0 %)
Organismes ethno-civiques	4	3 (75,0 %)	3 (75,0 %)	0 (0,0 %)
Fondations	1	1 (100,0 %)	1 (100,0 %)	1 (100,0 %)
Gouvernement (territoires de compétence multiples)	1	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)
Gouvernement (fédéral)	1	1 (100,0 %)	1 (100,0 %)	1 (100,0 %)
Gouvernement (administrations municipales)	2	1 (50,0 %)	1 (50,0 %)	0 (0,0 %)
Incubateurs/Accélérateurs	5	3 (60,0 %)	4 (80,0 %)	5 (100,0 %)
Établissements d'enseignement de la maternelle à la 12e année (secteurs public et privé)	1	1 (100,0 %)	0 (0,0 %)	0 (0,0 %)
Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	14	5 (35,7 %)	6 (42,9 %)	1 (7,1 %)
Associations professionnelles	4	0 (0,0 %)	1 (25,0 %)	1 (25,0 %)
Instituts de recherche/Groupes de réflexion	5	0 (0,0 %)	2 (40,0 %)	0 (0,0 %)
Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	5	5 (100,0 %)	5 (100,0 %)	0 (0,0 %)
Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	7	3 (42,9 %)	0 (0,0 %)	1 (14,3 %)
Syndicats	1	0 (0,0 %)	1 (100,0 %)	0 (0,0 %)

Démographie des formations sur la durabilité alimentaire

L'un des critères importants des initiatives de formation professionnelle cartographiées concerne l'inclusion de prestations à l'intention de certaines populations, y compris les Autochtones et les groupes ayant droit à l'équité, qui, historiquement, ne participent pas au secteur de l'agriculture en raison de stéréotypes voulant qu'il s'agisse d'un milieu d'emploi peu qualifié réservé aux hommes blancs.

Il est rare que les programmes fournissent des soutiens s'adressant spécialement aux membres de la communauté 2SLGBTQ+ (trois programmes) ou d'un groupe ethnoculturel ou racisé (par exemple, les Francophones)^{100, 101}. Nous avons jugé qu'un programme proposé uniquement en français ne constituait pas une initiative ciblée à l'intention des Francophones, mais plutôt une caractéristique propre à l'implantation géographique du programme. Les programmes proposant du soutien aux personnes 2SLGBTQ+ s'efforçaient de mettre à disposition un espace de rassemblement communautaire et privilégiaient les compétences analytiques et en gestion (telles que la communication, la résolution de problèmes, le travail d'équipe et les soins personnels) dans leur dimension applicable aux agroentreprises, tout en veillant à ce qu'elles soient transposables dans la vie quotidienne des participants^{102, 103}. Les rares programmes offrant du soutien aux personnes en situation de handicap visaient l'acquisition de compétences analytiques similaires en matière de communication, de résolution de problèmes, de travail d'équipe et de soins personnels par le biais d'un accompagnement individuel inédit axé sur le soin des animaux et la culture des plantes¹⁰⁴.



*L'examen des organismes offrant du soutien aux Autochtones et aux groupes ayant droit à l'équité met en évidence une **répartition inégale des programmes ciblés** à leur intention en proportion de ces populations.*

L'examen des organismes offrant du soutien aux Autochtones et aux groupes ayant droit à l'équité met en évidence une répartition inégale des programmes ciblés à leur intention en proportion de ces populations.

Les femmes, qui représentaient 50,9 p. 100 de la population totale du Canada en 2021, sans que l'on observe une variabilité importante en fonction des provinces et territoires (proportion allant d'environ 48,8 p. 100 à 51,3 p. 100)¹⁰⁵, sont moins ciblées par les programmes en faveur de la durabilité alimentaire. Il arrive toutefois qu'elles soient incluses dans d'autres programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'une formation professionnelle lorsqu'elles possèdent d'autres facteurs d'identité croisés, dans la mesure où une femme sur quatre (environ 25,8 p. 100) est membre d'un groupe racisé, où une femme sur quatre (environ 27,1 p. 100) est une nouvelle arrivante et où environ 4,5 p. 100 des femmes s'identifient comme Autochtones¹⁰⁶.

Tableau 3

Répartition provinciale et territoriale des programmes en faveur de la durabilité alimentaire cartographiés offrant une formation professionnelle ciblée, selon le public visé (Autochtones et groupes ayant droit à l'équité) en proportion de la population concernée

Province/ Territoire	Programmes offrant une formation ciblée (% des programmes)	% de programmes à l'intention des femmes	% de programmes à l'intention des Autochtones	% d'Autochtones au sein de la population régionale	% de programmes à l'intention des immigrants/ nouveaux arrivants	% d'immigrants/ nouveaux arrivants au sein de la population régionale
Alberta	24 (13,00)	4,2 %	4,2 %	5,5 %	4,2 %	23,6 %
Colombie- Britannique	28 (14,00)	0,0 %	7,1 %	5,2 %	7,1 %	30,0 %
Île-du-Prince- Édouard	15 (20,0 %)	0,0 %	20,0 %	13,5 %	0,0 %	20,2 %
Manitoba	15 (33,0 %)	0,0 %	6,7 %	4,1 %	0,0 %	5,9 %
Nouveau- Brunswick	2 (50,0 %)	0,0 %	0,0 %	9,3 %	50,0 %	2,9 %
Nouvelle- Écosse	9 (67,0 %)	11,1 %	44,4 %	39,8 %	0,0 %	10,4 %
Nunavut	6 (0,0 %)	0,0 %	0,0 %	5,1 %	0,0 %	7,7 %
Ontario	7 (100,0 %)	14,3 %	85,7 %	73,5 %	0,0 %	3,2 %
Québec	65 (26,0 %)	6,2 %	10,8 %	2,6 %	3,1 %	30,8 %
Saskatchewan	3 (67,0 %)	0,0 %	0,0 %	2,1 %	0,0 %	9,4 %
Terre-Neuve-et- Labrador	13 (62,0 %)	0,0 %	46,2 %	2,2 %	7,7 %	14,9 %
Territoires du Nord-Ouest	26 (27,0 %)	11,5 %	15,4 %	11,9 %	3,9 %	12,7 %
Yukon	10 (50,0 %)	10,0 %	50,0 %	18,9 %	0,0 %	13,9 %

Il existe des différences régionales entre les programmes ciblant les Autochtones; plus précisément, dans les territoires du Nord, la proportion de ces derniers est similaire, voire supérieure, au pourcentage d'Autochtones au sein de la population régionale. La proportion de programmes assortis d'interventions de formation professionnelle ciblant spécialement les Autochtones offerts au Nunavut (85,7 p. 100 des programmes), au Yukon (50,0 p. 100) et dans les Territoires du Nord-Ouest (44,4 p. 100) est supérieure à la part de la population autochtone à l'échelle des trois territoires canadiens (respectivement 73,5 p. 100, 39,8 p. 100 et 18,9 p. 100 de la population). La plupart des régions affichent une proportion plus élevée de programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'interventions ciblant les Autochtones par rapport à la proportion de cette population, à l'exception des programmes cartographiés dans l'est du Canada (Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador et Nouvelle-Écosse).

La proportion de programmes en faveur de la durabilité alimentaire ciblant les nouveaux arrivants était généralement inférieure à la part de ces derniers au sein de la population régionale. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, ainsi que dans les trois territoires (Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest), aucun programme en faveur de la durabilité alimentaire ciblant spécialement les immigrants et les nouveaux arrivants n'a été cartographié.





Obstacles aux programmes canadiens en faveur de la durabilité alimentaire

La formation professionnelle joue un rôle important dans l'amélioration de la participation sectorielle, contribuant par là même à lutter contre l'insécurité alimentaire et à maintenir la compétitivité du marché canadien. Le Canada dispose d'un éventail diversifié de programmes en faveur de la durabilité alimentaire, dont la prestation est principalement assurée par des organismes civiques et des établissements d'enseignement postsecondaire permettant l'obtention d'un diplôme, d'un certificat ou d'une microcertification. Toutefois, les types de formation et les groupes visés varient en fonction des régions. Dans la partie suivante, nous relevons divers obstacles entravant le perfectionnement des compétences et l'élargissement des programmes en faveur de la durabilité alimentaire.

Obstacles à la formation professionnelle

Les compétences sont un frein majeur à la croissance du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Premièrement, l'innovation dans ce secteur, l'élan d'adoption des technologies agricoles et, par conséquent, la compétitivité du marché canadien nécessitent de perfectionner davantage les compétences techniques et analytiques de la main-d'œuvre. La plupart des programmes en faveur de la durabilité alimentaire proposent une formation aux compétences élémentaires (environ 57,8 p. 100 des programmes) autour du jardinage lors des récoltes dans les jardins communautaires, les potagers et les parcelles. Ces initiatives, certes susceptibles d'accroître l'intérêt porté au secteur, ne remettent pas en question les stéréotypes voulant que le

jardinage soit réservé aux femmes et l'agriculture aux hommes, ou considérant l'agriculture comme une profession pénible et peu qualifiée^{107, 108}. À l'heure actuelle, seulement 68,7 p. 100 des programmes en faveur de la durabilité alimentaire assortis d'une formation professionnelle proposent l'acquisition de compétences analytiques, tandis que 46,9 p. 100 offrent des possibilités de perfectionnement des compétences techniques.

Les projets d'agriculture d'intérieur ont recours de manière disproportionnée aux technologies agricoles, probablement par nécessité (faible superficie de culture, courtes saisons de croissance des plantes). À Toronto (Ontario), par exemple, le Scadding Court Community Centre offre des occasions de formation portant sur l'aquaponie en environnement contrôlé¹⁰⁹, tandis qu'à Kuujuaq (Québec), une épicerie communautaire exploite un module de croissance Growcer® pour faire pousser des cultures locales ayant une importance sur le plan culturel; cette dernière dispense une formation en agriculture verticale et explique comment fonctionnent les capteurs chimiques et les plateformes d'agrégation de données dont elle fait elle-même usage¹¹⁰. La recherche de solutions visant l'intégration de technologies dans l'agriculture en parcelle et en champ a pour but d'éviter que des écarts flagrants de compétences ne se creusent entre les utilisateurs de technologies agricoles en milieu urbain et dans les régions éloignées et ceux installés en milieu rural et dans d'autres zones citadines, où les fréquentes interventions de type jardin communautaire ont peu recours à la technologie. Les programmes devraient envisager d'offrir des occasions de perfectionnement des compétences pour favoriser l'adoption des

technologies agricoles dans le cadre de tous les projets (y compris les initiatives traditionnelles en champ et en parcelle) et combattre les stéréotypes afin de contribuer à l'intégration de participants issus de la diversité au sein du secteur.

Deuxièmement, les groupes ayant droit à l'équité qui ont mis au jour des obstacles à leur participation sectorielle ne sont pas forcément ceux qui bénéficient d'un soutien. Par exemple, bon nombre d'intervenants dans le secteur canadien de l'agriculture qui appartiennent à la communauté 2SLGBTQ+ rencontrent des obstacles entravant leur participation aux programmes en faveur de la durabilité alimentaire et pourtant, ils ne font pas souvent partie des populations prioritaires¹¹¹.

¹¹². D'autres groupes, dont les immigrants/nouveaux arrivants et les Autochtones, peuvent s'appuyer sur plusieurs programmes mis en place en concertation et pratiques exemplaires pour concevoir des possibilités de formation professionnelle. À l'avenir, les programmes devraient mener un travail itératif pour adapter leurs offres aux groupes ayant droit à l'équité qui participent au secteur dans leur collectivité.

Troisièmement, il conviendrait de faire davantage appel aux sociétés spécialisées dans les technologies agricoles et aux industries du secteur dans le cadre de la formation professionnelle. Lorsqu'un acteur technologique majeur est implanté dans une région, ce dernier devrait soutenir la diffusion des innovations connexes pour inciter à leur adoption. Les sociétés canadiennes spécialisées dans les technologies agricoles sont surreprésentées en Ontario (33,8 p. 100), en Alberta (16,7 p. 100) et au Québec (16,3 p. 100)¹¹³ alors même que la formation technique est inférieure à la moyenne dans deux de ces régions : 32,0 p. 100 des programmes en faveur de la durabilité alimentaire en Ontario et 8,0 p. 100 en Alberta. Au contraire, le Québec affiche un pourcentage élevé de programmes assortis d'une formation technique (69,0 p. 100). Dans les collectivités du Nord, les serres et les installations agricoles en environnement contrôlé

devraient multiplier les possibilités de croissance technologique et décupler la participation des Autochtones à la souveraineté alimentaire et au perfectionnement des compétences dans le secteur de l'agriculture^{114, 115}. Il est nécessaire de mener des programmes en concertation pour s'assurer que les industries dispensent à leur main-d'œuvre une formation professionnelle adaptée aux Autochtones et aux groupes ayant droit à l'équité, en intégrant des définitions communautaires de l'acceptabilité des aliments dans les programmes qui œuvrent au renforcement des moyens de production alimentaire et des compétences. Il faut saisir les occasions d'améliorer la collaboration avec les partenaires sectoriels et de mettre à profit leur expertise.

Quatrièmement, les partenaires universitaires doivent s'impliquer davantage dans la formation professionnelle sur les technologies agricoles. Beaucoup de sociétés spécialisées en la matière créent des produits destinés aux grandes exploitations, mais il existe aussi de nombreuses innovations agricoles mises au point par de petites entreprises et par des chercheurs universitaires (comme les participants au Défi Cultiver l'innovation d'ici, une initiative de la Fondation de la famille Weston) qui aident les petites exploitations¹¹⁶. Ces innovations n'ont pas été mobilisées convenablement; il existe des initiatives régionales visant à privilégier la transposition des connaissances, mais ces dernières se comptent sur les doigts de la main. Les partenaires universitaires des centres d'excellence régionaux devraient s'impliquer davantage pour soutenir les programmes en faveur de la durabilité alimentaire et la formation professionnelle.

La cartographie préliminaire de l'écosystème canadien des programmes en faveur de la durabilité alimentaire a mis au jour plusieurs lacunes concernant la participation de certains segments de la population. La partie suivante aborde les freins et les occasions propices à la mobilisation pérenne des femmes, des Autochtones et des nouveaux arrivants dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire et de la formation professionnelle.

Obstacles rencontrés par les femmes

Les femmes, qui constituent près de la moitié de la population du pays, sont sous-représentées dans le secteur de l'agriculture. Pourtant, elles apportent des contributions majeures et inédites aux pratiques d'entrepreneuriat durable^{117, 118} et sont des chefs de file dans le domaine des technologies agricoles émergentes au service de l'agriculture verticale et urbaine et de l'agrotourisme, et ce, malgré la prédominance de stéréotypes voulant que l'agriculture soit réservée aux hommes et le jardinage aux femmes¹¹⁹.

Premièrement, il s'avère nécessaire de multiplier les programmes ciblant explicitement les femmes. Notre exercice de cartographie de l'écosystème a recensé 11 programmes soutenant les femmes (soit environ 16,2 p. 100 des programmes ciblant une population particulière). Bon nombre de provinces et de territoires ne proposent pas non plus de programmes expressément dédiés aux femmes en agriculture, y compris Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, malgré une moyenne élevée et homogène de femmes s'établissant à environ 50 p. 100 de la population canadienne. Faisant fond sur les efforts nationaux visant à accroître la participation des femmes en agriculture¹²⁰, davantage d'initiatives doivent répondre aux besoins de ces dernières en matière d'acquisition de compétences et d'aptitudes à l'entrepreneuriat et leur fournir des occasions de perfectionnement continu et d'utilisation pérenne des technologies agricoles.

Deuxièmement, les programmes doivent offrir aux femmes des possibilités supplémentaires d'acquisition de compétences en milieu rural. Les femmes ont un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs homologues masculins, ce qui leur a permis de tirer parti des nouveaux outils et des nouvelles technologies qui ont émergé dans les domaines de l'agriculture d'intérieur et de l'agriculture urbaine¹²¹.



Les femmes sont sous-représentées dans le secteur de l'agriculture.

Elles apportent des contributions majeures et inédites aux pratiques d'entrepreneuriat durable et sont des chefs de file dans le domaine des technologies agricoles émergentes au service de l'agriculture verticale et urbaine et de l'agrotourisme.

Toutefois, les femmes figurent rarement parmi les cibles prioritaires des programmes ruraux, lesquels incluent souvent des jardins communautaires dans le cadre desquels elles n'ont pas la possibilité d'acquérir des compétences plus techniques. La poursuite des améliorations en termes d'adoption de la technologie peut résoudre le problème de représentation sectorielle et éliminer les stéréotypes à l'œuvre. Les soutiens devraient non seulement porter sur les technologies agricoles visant la culture sous serre et l'agriculture en environnement contrôlé, mais aussi promouvoir les occasions de perfectionnement des compétences à l'intention des femmes dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire en milieu rural, éloigné et urbain.

Obstacles rencontrés par les immigrants et les nouveaux arrivants

Le Canada compte sur les immigrants pour combler les pénuries de main-d'œuvre en agriculture et pour résoudre les problèmes de relève à la tête des exploitations agricoles. Or, cette population ne possède pas les compétences requises pour utiliser les technologies, et le secteur n'attire pas les nouveaux arrivants talentueux et qualifiés^{122, 123, 124}.

Au Canada, bon nombre de nouveaux arrivants racisés rencontrent des obstacles financiers et des problèmes liés à l'emploi, font face au racisme et à la discrimination, doivent surmonter les barrières linguistiques et l'absence de réseaux sociaux, et se heurtent à des obstacles culturels qui limitent leur accès non seulement aux programmes en faveur de la durabilité alimentaire en général, mais aussi aux programmes de formation adaptés sur le plan culturel¹²⁵.

Premièrement, on observe un déficit d'interventions ciblées visant à combattre les stéréotypes à l'égard du secteur chez les immigrants/nouveaux arrivants. En effet, bon nombre d'immigrants/de nouveaux arrivants considèrent l'agriculture comme un milieu d'emploi peu qualifié^{126, 127}, car leur intégration à la main-d'œuvre dans ce secteur et dans celui de l'agroalimentaire s'effectue historiquement par le biais du programme de travailleurs étrangers temporaires¹²⁸. La mise en place de programmes ciblés permettrait de lutter contre l'insécurité alimentaire, tout en offrant aux immigrants établis comme aux nouveaux arrivants une voie de perfectionnement de leurs compétences dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Dans l'idéal, cette démarche peut contribuer à doter les immigrants/nouveaux arrivants des compétences techniques et analytiques nécessaires en agriculture, et combler dans le même temps les pénuries de travailleurs et d'exploitants observées de longue date.

Deuxièmement, il existe des différences régionales en matière de formation professionnelle à l'intention des immigrants/nouveaux arrivants. Actuellement, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, ainsi que les trois territoires, ne comptent aucune initiative de formation professionnelle ciblant les immigrants/nouveaux arrivants, alors que ce groupe représente 3,19 p. 100 à 10,37 p. 100 de leur population. Dans les territoires, où l'agriculture en environnement contrôlé a fait des adeptes, il est nécessaire de renforcer l'offre de formation aux technologies de culture sous serre, notamment les capteurs, les plateformes d'agrégation de données et l'agriculture verticale.

Le Canada atlantique, qui ne compte qu'un petit nombre d'exploitants agricoles (environ 7 500), a dû faire face à la concurrence de l'Ontario et de l'Alberta qui assurent une production à grande échelle (40 000 à 50 000 exploitations) et a misé depuis longtemps sur l'adoption de la technologie pour doper sa compétitivité sur les marchés interprovinciaux¹²⁹. Si les provinces de l'Atlantique disposent d'une offre très hétérogène de formation aux compétences techniques dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire cartographiés (allant de 13,0 p. 100 au Nouveau-Brunswick à 67,0 p. 100 en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard), il est possible de mieux intégrer les compétences agricoles aux trajectoires sectorielles existantes, telles que le Programme d'immigration au Canada atlantique, par le biais de politiques¹³⁰. Il est essentiel de renforcer la capacité d'action et l'acceptabilité sur le plan alimentaire pour favoriser l'acquisition de compétences analytiques et techniques en agriculture parmi les immigrants et les nouveaux arrivants, et ce, en harmonie avec les instruments de politique en place.

Obstacles rencontrés par les Autochtones

La mobilisation des Autochtones dans le cadre des initiatives en faveur de la durabilité alimentaire est propre à chaque communauté et région, et doit tenir compte des méthodes traditionnelles employées par les Autochtones pour se procurer de la nourriture.

Premièrement, nous avons constaté qu'un grand nombre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire cartographiés n'incluaient pas de dispositions communautaires spéciales en matière d'acceptabilité ou de capacité d'action sur le plan alimentaire¹³¹. Nous avons recensé quelque 39 programmes (57,4 p. 100 des programmes ciblant une population particulière) assortis d'occasions de formation spéciales à l'appui de la participation des Autochtones dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Parmi eux, seulement sept mentionnaient expressément les aliments adaptés



à la culture autochtone. Pour faire en sorte que les programmes, aussi bien intentionnés soient-ils, ne perpétuent pas l'héritage du colonialisme¹³² et favorisent une alimentation adaptée sur le plan culturel ainsi que la souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'inclure des savoirs expérientiels diversifiés dans le discours, la stratégie et la mise en œuvre d'efforts communautaires en faveur de la durabilité alimentaire.

Deuxièmement, nous avons constaté que les programmes s'adressent de manière disproportionnée aux Autochtones vivant dans des réserves ou en communauté, tandis que les Autochtones en milieu urbain ne bénéficient souvent d'aucun soutien. Bon nombre des Autochtones du Canada ne vivent pas en communauté. En 2021, environ 62,5 p. 100 des membres des Premières Nations vivaient hors réserve et 48,0 p. 100 étaient installés dans des zones urbaines; le nombre précis de Métis et d'Inuits vivant hors de la communauté n'est pas connu, mais compte tenu du manque d'interventions ciblées en milieu urbain, il est fort probable que ces groupes ne reçoivent pas de soutien¹³³.

Quelques programmes existent néanmoins : citons l'exemple de deux agriculteurs de la communauté anishinaabe qui exploitent les terres situées entre des tours de distribution d'hydroélectricité à Toronto (Ontario) pour renforcer la souveraineté alimentaire collective et qui dispensent une formation aux compétences élémentaires à l'intention des Autochtones pour leur permettre de créer leurs propres systèmes agricoles et d'accéder à des aliments sains et adaptés sur le plan culturel (notamment la courge, le maïs et les fèves)¹³⁴. Par ailleurs, le programme Urban Farm Indigenous Foodways de la Toronto Metropolitan University dispense une formation communautaire sur la culture de près de 41 plantes médicinales traditionnelles (dont le sumac, le genévrier et le cèdre blanc) mais aussi de la courge, du maïs et des fèves, qu'il rend prioritairement accessibles à la communauté autochtone de Toronto¹³⁵. La réussite de ces quelques programmes, parmi d'autres offrant un soutien aux Autochtones^{136, 137, 138, 139}, est importante pour continuer à renforcer la participation des Autochtones dans un secteur de l'agriculture où ils se sentiront pris en compte.



Conclusions et recommandations

Le Canada doit absolument remédier à l'insécurité alimentaire à l'échelon local et favoriser une participation pérenne au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour renforcer son vivier de main-d'œuvre hautement qualifiée et garantir la continuité des exploitations à mesure que les départs en retraite menacent la poursuite de l'activité sectorielle.

Il est impératif que tous les ordres de gouvernement, ainsi que les entreprises, les organismes communautaires et les établissements d'enseignement, hissent l'amélioration de la durabilité alimentaire et la lutte contre l'insécurité alimentaire au rang de leurs priorités. Un vaste corpus de recherche a permis de cerner les besoins et les obstacles à la participation, d'une part, et de déterminer les soutiens complets requis pour intégrer différents groupes ayant droit à l'équité dans les programmes et les formations professionnelles, d'autre part. Le présent rapport a mis en lumière un éventail d'initiatives variées en faveur de la sécurité et de la durabilité sur le plan alimentaire, dont bon nombre incluent des volets de formation professionnelle. D'après nos constatations, beaucoup de programmes dispensent une formation aux compétences élémentaires, tandis que les occasions de perfectionnement sont limitées. Dans le cas des programmes offrant un soutien concerté en faveur des Autochtones et des groupes ayant droit à l'équité, nous avons observé qu'il n'existait pas toujours de définitions communautaires de ce qui constitue une alimentation saine et durable. En outre, le groupe visé ne correspond pas toujours à la composition de la population des collectivités, de sorte que certaines communautés sont insuffisamment soutenues et représentées dans

le secteur. Cela concerne principalement les femmes et les nouveaux arrivants en milieu rural, et les Autochtones en milieu urbain.

Dans le même temps, on observe un déficit de prise en charge des questions urgentes liées aux compétences et à l'emploi dans le secteur en général, ainsi qu'un manque de soutien en faveur des initiatives communautaires, alors que ce sont bien souvent ces dernières qui exposent les participants aux carrières agricoles. En outre, face à l'urbanisation accrue et à l'abandon des habitations unifamiliales, le savoir traditionnel et l'apprentissage informel en agriculture ont en grande partie disparu, et il faut donc établir de nouvelles stratégies pour permettre aux populations de plus en plus diversifiées d'acquérir des compétences.

Recommandations

Dans cette partie, nous formulons plusieurs recommandations axées sur les compétences en vue d'améliorer la participation sectorielle, de remédier à l'insécurité alimentaire et de proposer des voies significatives de formation professionnelle et de cheminement dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en faveur des Autochtones et des groupes ayant droit à l'équité.

Tenir compte des préférences culturelles et combattre les stéréotypes

Plus de la moitié des Canadiennes et des Canadiens considèrent encore l'agriculture sous un jour traditionnel, malgré la nécessité croissante de former des professionnels hautement qualifiés en biotechnologie, en science alimentaire, en ingénierie

et en analytique de données. L'agriculture est un secteur fortement associé au genre masculin, bien que 30,4 p. 100 des exploitants d'agroentreprises soient des femmes, et que les femmes en milieu urbain soient pionnières dans l'adoption des technologies sous-tendant l'agriculture en environnement contrôlé. La promotion des femmes en agriculture exige une formation professionnelle plus spécifique, en particulier dans le cadre des nombreuses initiatives en faveur de la durabilité alimentaire où certaines technologies agricoles à bas coût peuvent faire des émules. Les femmes ont besoin de soutien supplémentaire pour se former aux compétences hors culture sous serre, enseignées dans la plupart des programmes en faveur de la durabilité alimentaire (jardins et potagers communautaires, par exemple), et pour favoriser l'adoption des technologies agricoles ainsi que l'acquisition de compétences techniques, de façon à combattre les stéréotypes fondés sur le genre voulant que les femmes se contentent de jardiner.

Dans le cas des immigrants et des nouveaux arrivants, les préjugés culturels découlant de leur participation historique à la main-d'œuvre sectorielle par le biais du programme de travailleurs étrangers temporaires limitent l'intégration de professionnels hautement qualifiés issus de cette population dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Si bon nombre de ces groupes participent aux programmes en faveur de la durabilité alimentaire, il serait judicieux d'améliorer la visibilité des technologies agricoles (en plus de leur utilisation) mais aussi des outils numériques et des spécialisations techniques afin de les encourager à saisir des occasions d'emploi qualifié dans ce secteur.

Mobiliser les connaissances des sociétés spécialisées dans les technologies agricoles comme des petites exploitations

Il est important de nouer des partenariats constructifs avec une communauté d'acteurs universitaires, sectoriels et gouvernementaux pour soutenir les programmes en faveur de la durabilité alimentaire. Il



*Dans le cas des immigrants et des nouveaux arrivants, les **préjugés culturels découlant** de leur participation historique à la main-d'œuvre sectorielle par le biais du **programme de travailleurs étrangers temporaires** limitent l'intégration de professionnels hautement qualifiés issus de cette population dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.*

serait judicieux de mobiliser les sociétés spécialisées dans les technologies agricoles, ainsi que les experts universitaires et les établissements d'enseignement, afin d'élargir les trajectoires d'acquisition de compétences à la disposition des participants aux programmes. Moyen éprouvé d'enrichir les offres pédagogiques et d'améliorer les résultats d'apprentissage, ce type de collaboration peut également élargir les occasions de financement et de réseautage au sein du secteur, leur nombre étant faible parmi les programmes en faveur de la durabilité alimentaire cartographiés.

Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire devraient s'appuyer davantage sur les sociétés spécialisées dans les technologies agricoles. Les petites entreprises conçoivent des technologies évolutives, dont la plupart peuvent être appliquées dans différents contextes et adaptées à différentes tailles d'exploitations. Il est nécessaire d'améliorer la visibilité de ces technologies pour favoriser leur adoption par les entreprises agricoles dans toute leur diversité et par les programmes d'envergure modeste.

Mettre à profit l'expertise pédagogique des établissements d'enseignement postsecondaire

Les organismes devraient également s'efforcer de nouer des partenariats avec les établissements d'enseignement postsecondaire et les centres d'innovation, ce qui multiplierait les occasions d'inciter les réseaux régionaux à intégrer des technologies agricoles innovantes dans les programmes en faveur de la durabilité alimentaire. La conclusion de partenariats avec des établissements d'enseignement postsecondaire et des acteurs de la communauté pédagogique non institutionnelle peut également améliorer la diversité et l'efficacité des offres de formation professionnelle.

Établir des trajectoires d'acquisition de compétences tenant compte des priorités régionales

À l'échelon régional, il convient de combler le déficit de programmes de formation professionnelle au regard de la participation de chaque province ou territoire dans le secteur de l'agriculture. Le renforcement des programmes de formation permet d'assurer la continuité des exploitations et de lever les préoccupations quant à la poursuite de l'activité après le départ en retraite des exploitants agricoles. Le Québec et l'Alberta, par exemple, devraient prioritairement offrir des occasions de formation, compte tenu des déficits observés en la matière. Cela permettrait de faire reculer l'insécurité alimentaire, particulièrement en Alberta qui affiche l'un des taux les plus élevés au Canada.

Répondre aux besoins de formation de façon adaptée sur le plan culturel

La mobilisation des Autochtones dans le cadre des initiatives en faveur de la durabilité alimentaire varie selon la situation de chaque communauté et région; il convient donc de fournir expressément des soutiens complets en milieu communautaire pour faire disparaître les préjugés hérités du colonialisme et du système des pensionnats indiens vis-à-vis du jardinage et de l'agriculture. Parmi les programmes en faveur de la durabilité alimentaire qui proposent fréquemment une formation aux compétences élémentaires figurent les





*Bon nombre des formations aux **compétences analytiques et techniques** sont dispensées par l'entremise de projets d'agriculture communautaire en milieu urbain et dans les collectivités du Nord. Les technologies agricoles ne sont pas appliquées dans le cadre des projets traditionnels de jardinage communautaire.*

jardins, les potagers et l'agriculture en champ dans le cadre communautaire; toutefois, ces initiatives offrent peu d'occasions de perfectionnement des compétences au-delà des notions liées à la culture des plantes, de la plantation à la récolte, et ne tiennent souvent pas compte des aliments adaptés sur le plan culturel. Il est nécessaire d'établir des trajectoires d'acquisition de compétences à l'intention des Autochtones pour s'appuyer sur le savoir collectif et favoriser la capacité de production alimentaire de leurs communautés.

Élargir les possibilités de perfectionnement des compétences

Bon nombre des formations aux compétences analytiques et techniques sont dispensées par l'entremise de projets d'agriculture communautaire en milieu urbain et dans les collectivités du Nord. Les technologies agricoles ne sont pas appliquées dans le cadre des projets traditionnels de jardinage communautaire. Dans le cas où les programmes en faveur de la durabilité alimentaire existants proposent une formation aux compétences élémentaires, il s'avère possible d'offrir aux participants des occasions de perfectionnement supplémentaires à l'utilisation des technologies agricoles, notamment l'adoption de capteurs permettant de mesurer le taux d'humidité des sols et de l'air ou de contrôler la température, ainsi que l'adoption de systèmes guidés par la vision pour la surveillance des cultures,

des maladies et des organismes nuisibles. Toutes ces technologies, parmi bien d'autres, peuvent être intégrées à moindre coût dans les initiatives en place au niveau communautaire, qu'il s'agisse de jardins, de potagers ou de projets d'agriculture en champ.

Priorités régionales en faveur de la participation des femmes

Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire ciblant les femmes sont rares, et ce, malgré le fait que ces dernières représentent environ 50 p. 100 de la population dans l'ensemble des provinces et territoires. Il est indispensable d'étoffer les offres dans les grandes provinces de production agricole, dont le Manitoba et le Québec, où aucun des programmes cartographiés n'incluait d'interventions visant spécialement les femmes, et de cibler davantage les initiatives menées dans certaines provinces telles que l'Ontario et la Saskatchewan. L'accent doit être placé différemment en fonction du contexte de participation propre à chaque région. Dans les Prairies, les programmes devraient s'efforcer d'intégrer des technologies couramment employées dans la culture d'oléagineux et de céréales, principale production de la région, y compris les systèmes d'irrigation et de fertirrigation automatisés, afin de stimuler la participation sectorielle. En Ontario, qui affiche le taux d'adoption de la technologie le plus élevé parmi les exploitations au Canada, les femmes ont besoin d'un soutien à la formation aux compétences analytiques pour répondre à la demande en matière de gestion des exploitations et de planification de la relève.

Priorités régionales en faveur de la participation des immigrants et des nouveaux arrivants

Il existe, à l'échelon régional, des occasions de multiplier les programmes en faveur de la durabilité alimentaire ciblant les immigrants, d'autant que ce groupe n'est pas souvent visé dans les provinces où il représente un pourcentage élevé de la population, comme en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Ontario. En Alberta, le secteur de l'agriculture affiche une forte demande de main-d'œuvre à des postes non manuels (entrepreneurs

de service et superviseurs d'exploitation, par exemple) qui nécessitent surtout des compétences analytiques et interpersonnelles. Or, d'après notre exercice de cartographie, cette province compte une proportion globalement inférieure à la moyenne de programmes favorisant l'acquisition de compétences à la fois techniques et analytiques. Il s'agit d'une piste d'amélioration propice à l'inclusion de voies de cheminement s'adressant tout particulièrement aux nouveaux arrivants. Chefs de file en matière d'adoption des technologies agricoles, l'Ontario et la Colombie-Britannique n'en rencontrent pas moins des difficultés pour assurer la relève à la tête des exploitations. Pourtant, ces provinces ciblent très peu les nouveaux arrivants dans le cadre des programmes en faveur de la durabilité alimentaire. La multiplication des programmes en réponse aux besoins communautaires permettrait de faire évoluer la perception des occasions d'emploi dans le secteur et de favoriser la participation des nouveaux arrivants.

Priorités régionales en faveur de la participation des Autochtones

Notre cartographie des programmes a recensé plusieurs initiatives à l'intention des Autochtones vivant dans les collectivités du Nord, en communauté et dans des réserves; toutefois, il est nécessaire de proposer davantage de projets soutenant les Autochtones vivant en milieu urbain afin de promouvoir la souveraineté alimentaire de cette communauté et de renforcer la production d'aliments locaux, tout en lui offrant des occasions de perfectionnement professionnel dans le secteur de l'agriculture. La création de possibilités d'acquisition de compétences techniques et analytiques connexes, au-delà des compétences élémentaires, doit figurer parmi les priorités communautaires, de façon à promouvoir une participation sectorielle accrue ainsi qu'une meilleure différenciation du marché.

Cadres de compétences sous-tendant les programmes en faveur de la durabilité alimentaire

Compte tenu de l'éventail varié des compétences offertes par les programmes en faveur de la durabilité alimentaire, il est nécessaire d'établir un cadre de

compétences unifié afin de comprendre comment les compétences élémentaires peuvent être approfondies sous la forme de compétences analytiques et techniques applicables à l'adoption des technologies agricoles tant dans le cadre de projets d'agriculture en environnement contrôlé qu'au sein d'initiatives traditionnelles en faveur de la durabilité alimentaire comme les jardins, les potagers et les parcelles communautaires. Il est impératif d'établir différents cadres de compétences en fonction des exigences propres à chaque groupe ethnoculturel et des profils démographiques; il convient d'offrir des soutiens plus personnalisés pour favoriser le perfectionnement des compétences parmi les nombreux participants issus de la diversité au sein des programmes en faveur de la durabilité, à l'appui de l'adoption des technologies agricoles.

Autres outils numériques et formation en intelligence artificielle

La participation à la transition vers une ère technologique en agriculture exigera également des compétences en intelligence artificielle et en gestion de données, ainsi que des compétences numériques permettant de maîtriser les notions fondamentales et les outils nécessaires à l'utilisation des technologies agricoles. Les nombreuses petites agroentreprises dirigées par des groupes ayant droit à l'équité et des Autochtones auront besoin de soutien pour se former dans ces domaines.

Amélioration de l'évaluation des programmes

Les programmes en faveur de la durabilité alimentaire ne tiennent pas compte du profil démographique des participants ou ne le consignent pas. Il est nécessaire de favoriser une meilleure évaluation des programmes ainsi que la collecte de données ventilées afin d'appréhender les expériences vécues par les femmes, les nouveaux arrivants, les Autochtones et d'autres groupes ayant droit à l'équité.

Annexe A

Tableau 3

Liste des programmes cartographiés, avec localisation géographique et indication des différentes compétences visées par les offres de formation

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
5N2 Farms	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Advancing Women in Agriculture (AWC)	Alberta	Secteur privé	Fondations	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Agence canadienne de développement économique du Nord	Territoires du Nord-Ouest	Secteur public	Gouvernement	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
AGRI Compétences – CCRHA	Ontario	Secteur public	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Agriculture autochtone – Initiatives en matière de diversité du CCRHA	Ontario	Secteur public	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Agriculture Knowledge Centre	Saskatchewan	Secteur public	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Non	Non	Non	Oui
Agriculture urbaine et Hidden Harvest Ottawa	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
AGRI Diversité – CCRHA	Ontario	Secteur public	Organismes fournisseurs de services d'emploi ou d'établissement	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
AGRI Emplois – CCRHA	Ontario	Secteur public	Organismes fournisseurs de services d'emploi ou d'établissement	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Agri IMT – CCRHA	Ontario	Secteur public	Instituts de recherche / Groupes de réflexion	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Agri-investissement – Partenariat canadien pour une agriculture durable	Ontario	Secteur public	Investisseurs providentiels / Réseaux d'investissement / Institutions financières	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non
AGRI Problèmes émergents de la main-d'œuvre – CCRHA	Ontario	Secteur public	Instituts de recherche / Groupes de réflexion	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
AGRI Talent – CCRHA	Ontario	Secteur public	Organismes de soutien aux entreprises	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Agri Tech Innovation – Agri-Food Management Excellence (AME)	Alberta	Secteur public	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Alberta Environmental Farm Plan	Alberta	Éducation	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Aliments pour tous NB	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Arctic Focus, serre Naurvik – Arctic Research Foundation (ARF)	Nunavut	Sans but lucratif	Instituts de recherche / Groupes de réflexion	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non
ArctiConnexion	Québec	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non
Aurora Farm	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Ausiris	Québec	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Banque alimentaire – Arviat Wellness Centre	Nunavut	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Banque alimentaire de Red Deer	Alberta	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Banque alimentaire de Regina	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Banque alimentaire et centre d'apprentissage de Saskatoon	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Bâtiment 7	Québec	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
BC Greenhouse Growers' Association	Colombie-Britannique	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
BC Hot House	Colombie-Britannique	Secteur privé	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Bioentreprise	Ontario	Secteur privé	Incubateurs / Accélérateurs	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Brampton Off-Grid Food Shed	Ontario	Secteur public (général)	Gouvernement (administrations municipales)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Burnaby Community & Continuing Education	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Calgary Catholic Immigration Society	Alberta	Secteur public (général)	Organismes ethno-civiques	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Cégeps (divers)	Québec	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Centre communautaire d'alimentation Food4Good	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Centre de ressources de Crescent Valley	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke	Québec	Secteur public (général)	Organismes ethno-civiques	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
City Street Farms	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
ColdAcre	Yukon	Secteur privé	Sociétés	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Collège Algonquin	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège Assiniboine : Greenhouse in a Box	Manitoba	Secteur public	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Oui	Oui	Non	Non
Collège Boréal	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Collège Conestoga	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège d'agriculture de l'Ontario à l'Université de Guelph : Baccalauréat spécialisé en agriculture	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non
Collège d'agriculture de l'Ontario à l'Université de Guelph : Diplôme associé en agriculture	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Collège d'agriculture de l'Ontario à l'Université de Guelph : Diplôme associé en horticulture	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Collège d'agriculture de l'Ontario à l'Université de Guelph : Horticulture	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Collège d'agriculture de l'Ontario à l'Université de Guelph : Phytotechnie (B.Sc. en agriculture)	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Collège d'Olds	Alberta	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Collège Durham (Faculté d'hôtellerie et de science horticole – Hospitality and Horticultural Science [HHS])	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Collège Fanshawe	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Collège Gaia : Certificat en protection biologique des terres	Colombie-Britannique	Secteur privé	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège Gaia : Cours de culture vivrière	Colombie-Britannique	Secteur privé	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège Gaia : Cours de jardinage biologique	Colombie-Britannique	Secteur privé	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège Gaia : Spécialisation en horticulture biologique	Colombie-Britannique	Secteur privé	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Collège Holland : Agriculture intelligente face au climat – Principes de base	Île-du-Prince-Édouard	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Collège Holland : Agrologie climatiquement intelligente pour une production économique et durable	Île-du-Prince-Édouard	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Collège Humber	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non
Collège Langara	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Collège Seneca	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Common Ground Garden Society	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Community Gardening Network	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Concours de pitch du NCIAF	Colombie-Britannique	Sans but lucratif	Investisseurs providentiels / Réseaux d'investissement / Institutions financières	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
Cultivons Biologique Canada	Ontario	Sans but lucratif	Associations professionnelles	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
Dalhousie Community Association	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Delki Dozzi Community Food Forest (Sudbury)	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Ecology North	Territoires du Nord-Ouest	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
EtobiGrow	Ontario	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Everdale	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
FED Urban Agriculture (Grand Victoria)	Colombie-Britannique	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Female Entrepreneurs in Agri-Food Development (FEAD)	Saskatchewan	Sans but lucratif	Incubateurs / Accélérateurs	Oui	Non	Non	Non	Non	Oui
Ferme et serre de Gamèti, gouvernement tlichio	Territoires du Nord-Ouest	Secteur public	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Ferme pédagogique et participative Tr'ondëk Hwëch'in	Yukon	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Fermes Lufa (Montréal)	Québec	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
Food Down the Road (FDTR)	Ontario	Secteur public (fonction publique)	Syndicats	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Food from Home = Food for Home (Guelph)	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Food Matters Manitoba	Manitoba	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
FoodPreneur : Programme de démarrage	Ontario	Secteur privé	Incubateurs / Accélérateurs	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
FoodPreneur : Programme d'expansion	Ontario	Secteur privé	Incubateurs / Accélérateurs	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
FoodShare Toronto	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Formation à l'utilisation et à l'entretien de matériel agricole – Métiers spécialisés Ontario	Ontario	Secteur public	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Formation en entrepreneuriat d'AgriNB	Nouveau-Brunswick	Secteur public	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
Fred Victor	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Garden Cities	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
Garden Patch	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Gestion des risques et des assurances dans le domaine de l'agroentreprise	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Green Calgary	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Greenhouse Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	Secteur public (général)	Associations professionnelles	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Green Iglu par Arctic Acres – Growing Spaces	Nunavut	Secteur privé	Sociétés	Non	Non	Oui	Oui	Non	Non
Greener Village	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Grow Calgary	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Grow Regina	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
GROW Whistler – AWARE	Colombie-Britannique	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Growing North	Nunavut	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Harvest Manitoba	Manitoba	Secteur privé	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Hayes Farm (Fredericton)	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Highfield Farm	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Highfield Regenerative Farm	Alberta	Secteur privé	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Humber Polytechnic	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Huntley Community Association	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Ignatius Farm	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Investment Agriculture Foundation of BC (IAF)	Colombie-Britannique	Secteur public (général)	Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Iqaluit Community Greenhouse Society	Nunavut	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Iqaluit Greenhouse Society	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Jardin communautaire d'Alberta Avenue	Alberta	Secteur privé	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin communautaire de Hay River	Territoires du Nord-Ouest	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin communautaire et serre géodésique de Brewer Park	Ontario	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin communautaire Off Bank	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Jardin communautaire Peter McKee	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Jardin communautaire Rainbow	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin communautaire, St. Joe's Supper Table	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Jardin communautaire Stonebridge	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin de la Sunalta Community Association	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin d'enfants au parc Robert F. Legget	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Jardin d'Île-à-la-Crosse	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Jardin du campus de l'Université du Nouveau-Brunswick et jardins communautaires municipaux (Fredericton, Saint John)	Nouveau-Brunswick	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Jardin Park & Pine	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Jelly Academy	Colombie-Britannique	Éducation	Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Just Food – Alimentation Juste	Ontario	Sans but lucratif	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Klondike Valley	Yukon	Secteur public	Instituts de recherche / Groupes de réflexion	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
La communauté – Conseil des Atikamekw de Wemotac	Québec	Éducation	Établissements d'enseignement de la maternelle à la 12e année (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Le Dépôt (NDG)	Québec	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Leif Erickson Park Food Forest	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Magasin général Newviq'vi	Québec	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Marchés communautaires de Loving Spoonful (Kingston)	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Nanaimo Association for Community Living	Colombie-Britannique	Secteur privé	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Nation des Cris de Norway House	Manitoba	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
NB Community Harvest Gardens	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
North Island College : Farmworker Fundamentals	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
North Island College : Market Gardener	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Northern Farm Training Institute	Territoires du Nord-Ouest	Secteur privé	Petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Northern Hills Community Association	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Northern Manitoba Food, Culture, Community Collaborative (NMFCCC)	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Northwest Food Entrepreneurship Training Program	Colombie-Britannique	Sans but lucratif	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
NorWest Harvest	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Ontario Greenhouse Vegetable Growers	Ontario	Sans but lucratif	Associations professionnelles	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Ontario Growing Community Greenhouse	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Palette Skills	National	Éducation	Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Planification de la relève – Alliance agricole du N.-B.	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Non	Non	Non	Non	Oui
Prairie Urban Farm	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Producteurs de fruits et légumes du Canada	Ontario	Secteur privé	Associations professionnelles	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Programme avancé de leadership agricole	Ontario	Secteur public	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Programme de développement d'entreprise (agriculture)	Île-du-Prince-Édouard	Secteur public (général)	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Programme de formation en agriculture	Terre-Neuve-et-Labrador	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Programme de mentorat en agriculture Next Gen	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de soutien aux entreprises	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
Programme Femme entrepreneure de FAC	Saskatchewan	Secteur public	Investisseurs providentiels / Réseaux d'investissement / Institutions financières	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Programme menant à un diplôme dans le domaine de l'agroentreprise	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Programme Youth in Food Systems	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Programmes de gestion d'exploitation agricole	Manitoba	Secteur public	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Programmes de gestion des affaires (divers)	Alberta	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Programmes menant à un diplôme/grade dans les domaines de l'agriculture et de l'agroentreprise	Ontario	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Progressive Intercultural Community Services (PICS) Society	Colombie-Britannique	Secteur public (général)	Gouvernement (fédéral)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Projet askiy – CHEP Good Food Inc.	Saskatchewan	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Projet Meechim : Aki Foods et la Première Nation de Garden Hill	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Projet « Réseau national des femmes en agriculture et en agroalimentaire » – CCRHA	Ontario	Sans but lucratif	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Office de protection de la nature de Toronto et de la région	Ontario	Secteur public (général)	Gouvernement (administrations municipales)	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Qajuqturvik	Nunavut	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui
Rangeview (Calgary)	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Red Deer Dream Centre	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Régie de la santé de la Première Nation de Sioux Lookout	Ontario	Secteur public	Organismes de services communautaires	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui
Réseau de serres de la Fédération Métisse du Manitoba	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Réseau des jardins communautaires d'Edmonton	Alberta	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Rootcamp – Grower Inc.	Ontario	Sans but lucratif	Sociétés	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Saskatchewan Polytechnic : Apprentissage automatique et agriculture	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Saskatchewan Polytechnic : Capteurs pour l'agriculture	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Saskatchewan Polytechnic : IOT AgriTech Essentials	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Saskatchewan Polytechnic : L'agriculture à l'aide de la technologie intelligente	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non
Scadding Court Community Centre : Aquaponie	Ontario	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Scadding Court Community Centre : Programme d'agriculture urbaine	Ontario	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Scadding Court Community Centre : Roots and Shoots (jardinage)	Ontario	Secteur public (général)	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui
Serre communautaire de Salluit	Québec	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Serre communautaire d'Inuvik	Territoires du Nord-Ouest	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Serre communautaire de Kinngait – Green Iglu	Nunavut	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Serre communautaire de la Spence Neighbourhood Association (SNA)	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Serre communautaire de Lutsel K'e	Territoires du Nord-Ouest	Secteur public	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Serre communautaire Hope Blooms (Halifax)	Nouvelle-Écosse	Secteur privé	Instituts de recherche / Groupes de réflexion	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Serre communautaire de Tuktoyaktuk	Territoires du Nord-Ouest	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Serre de Kuujuaq	Ontario	Secteur public	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Serre de la Yellowknives Dene First Nation : Jardinage et culture des plantes à Dettah	Territoires du Nord-Ouest	Secteur public (général)	Organismes ethno-civiques	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Serre de la Yellowknives Dene First Nation : Jardinage et culture des plantes à Ndilo	Territoires du Nord-Ouest	Secteur public (général)	Organismes ethno-civiques	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Serre de Naujaat – Growing North – Enactus Ryerson University	Nunavut	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Shining Horizons Care Farm	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Siloam Mission	Manitoba	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
Skills Development and Ag Education	Manitoba	Secteur public	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
Sole Food Street Farms (Downtown Eastside, Vancouver)	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
South Zone Community Garden	Saskatchewan	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
Sunnyside Farm	Yukon	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Sweet Williams Farm	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Territorial Agrifood Association	Territoires du Nord-Ouest	Secteur privé	Incubateurs/ Accélérateurs	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
The Giving Garden	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
The Good Food Project	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui
The Growing Place, jardin et serre communautaires (Saint John)	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
The Stop's Green Barn	Ontario	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Thrive Academy	Ontario	Secteur public (général)	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Toronto Urban Farmer Training (TUFT) (Seneca)	Ontario	Éducation	Organismes de formation professionnelle et de perfectionnement de la main-d'œuvre	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Tr'ondëk Hwëch'in	Yukon	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Université Dalhousie (Faculté d'agriculture) : Agriculture biologique	Nouvelle-Écosse	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non
Université Dalhousie (Faculté d'agriculture) : Baccalauréat en science végétale	Nouvelle-Écosse	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Dalhousie (Faculté d'agriculture) : Certificat d'horticulteur-paysagiste/ horticultrice-paysagiste	Nouvelle-Écosse	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Dalhousie (Faculté d'agriculture) : Maîtrise et doctorat en sciences de l'agriculture	Nouvelle-Écosse	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de l'Alberta (Faculté de sciences de l'agriculture, de la vie et de l'environnement – Agricultural, Life & Environmental Sciences [ALES]) : Baccalauréat ès sciences en agriculture	Alberta	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de l'Alberta (Faculté de sciences de l'agriculture, de la vie et de l'environnement – Agricultural, Life & Environmental Sciences [ALES]) : Baccalauréat ès sciences en agriculture/gestion d'exploitation agricole	Alberta	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Non	Oui	Non
Université de la Colombie-Britannique (Faculté des systèmes paysagers et alimentaires – Land and Food Systems [LFS]) : Études intégrées des systèmes paysagers et alimentaires (M.Sc., Ph. D.)	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Université de la Colombie-Britannique (Faculté des systèmes paysagers et alimentaires – Land and Food Systems [LFS]) : Science alimentaire (M.Sc., Ph. D.)	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Colombie-Britannique (Faculté des systèmes paysagers et alimentaires – Land and Food Systems [LFS]) : Science végétale (M.Sc., Ph. D.)	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Agriculture de précision	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Agronomie	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Horticulture	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Introduction à l'agriculture	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Kanawayihetaytan Askiy	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université de la Saskatchewan (Collège d'agriculture et de bioressources – AgBio) : Phytotechnie	Saskatchewan	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université du Manitoba (Faculté de sciences de l'agriculture et de l'alimentation) : Agronomie (B.Sc.)	Manitoba	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Université du Manitoba (Faculté de sciences de l'agriculture et de l'alimentation) : Diplôme en agriculture	Manitoba	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Fraser Valley (Département d'agriculture) : Baccalauréat en sciences de l'agriculture	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Fraser Valley (Département d'agriculture) : Diplôme en technologie agricole	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Fraser Valley (Département d'agriculture) : Horticulture, phytotechnie et protection des cultures	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université McGill (Faculté de sciences de l'agriculture et de l'environnement) : Baccalauréat Majeure en systèmes agricoles durables	Québec	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université McGill (Faculté de sciences de l'agriculture et de l'environnement) : Certificat post-baccalauréat en agriculture écologique	Québec	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Non	Oui	Non
Université McGill (Faculté de sciences de l'agriculture et de l'environnement) : Programme de gestion et technologies d'entreprise agricole	Québec	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université polytechnique Kwantlen	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non
Université Royal Roads : Baccalauréat en administration des affaires, mention Innovation et Développement durable	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Université Royal Roads : Sciences de l'environnement et écologie	Colombie-Britannique	Éducation	Collèges/ Universités (secteurs public et privé)	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Urban Bounty	Colombie-Britannique	Secteur privé	Organismes de services communautaires	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non

Nom du programme en faveur de la durabilité alimentaire	Province ou territoire	Type de secteur	Catégorie d'écosystème	Offre de formation	Formation aux compétences élémentaires	Formation aux compétences analytiques	Formation aux compétences techniques	Formation aux compétences en gestion des ressources	Formation aux compétences interpersonnelles
Western Environment Centre	Terre-Neuve-et-Labrador	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
YMCA Vaughn Harvey	Nouveau-Brunswick	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Non
Yukon Aboriginal Women's Council	Yukon	Sans but lucratif	Organismes ethno-civiques	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Yukon Agricultural Association	Yukon	Secteur public (général)	Autres fournisseurs de services de formation professionnelle et organismes de soutien	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Yukon Food Security Network	Yukon	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Yukon Gardens	Yukon	Sans but lucratif	Organismes de services communautaires	Non	Oui	Non	Non	Non	Non



Références

- 1 Thayaparan, A. (14 septembre 2025). *City of Orillia declares food insecurity emergency after data shows families struggling with access to food*. Radio-Canada. <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/orillia-city-food-insecurity-emergency-1.7633365>
- 2 Ville de Mississauga (13 novembre 2024). *Mississauga City Council declares food insecurity an emergency*. <https://www.mississauga.ca/city-of-mississauga-news/news/mississauga-city-council-declares-food-insecurity-an-emergency/>
- 3 Ville de Toronto (17 décembre 2024). *Food Insecurity in Toronto*. <https://www.toronto.ca/city-government/accountability-operations-customer-service/long-term-vision-plans-and-strategies/poverty-reduction-strategy/food-security-in-toronto-poverty-reduction-strategy/>
- 4 Deuxième Récolte (30 janvier 2025). *Understanding food security in Canada: The five A framework*. <https://www.seconddharvest.ca/post/understanding-food-security-in-canada-the-five-a-framework>
- 5 Food Insecurity Policy Research (s. d.). *Household Food Insecurity in Canada, 2014*. PROOF. <https://proof.utoronto.ca/foodinsecurity>
- 6 Raza, S., Akeileh, O. et Shuvra, M. M. (s. d.) *Who's Hungry Report 2024. Trapped in poverty: Unprecedented hunger in Toronto*. Daily Bread Food Bank et North York Harvest Food Bank. <https://www.dailybread.ca/wp-content/uploads/2025/01/DB-Whos-Hungry-Report-2024-Digital.pdf>
- 7 Clayton, F. et Clinkard, J. (5 mars 2025). *Spectacular Population Growth Continued in the City of Toronto and Peel Region in 2024*. Centre for Urban Research & Land Development. <https://www.torontomu.ca/content/dam/centre-urban-research-land-development/BLOG/blog96/CUR%20Blog%20-%20Spectacular%20Population%20Growth%20Continued%20in%20the%20City%20of%20Toronto%20and%20Peel%20Region%20in%202024.pdf>
- 8 Raza, S., Akeileh, O. et Shuvra, M. M. (s. d.) *Who's Hungry Report 2024. Trapped in poverty: Unprecedented hunger in Toronto*. Daily Bread Food Bank et North York Harvest Food Bank. <https://www.dailybread.ca/wp-content/uploads/2025/01/DB-Whos-Hungry-Report-2024-Digital.pdf>
- 9 Charlebos, S., Rankin, A., Taylor, S., Keselj, V., Abebe, G., Colombo, S., Kenny, T.-A., Kevany, K., Keogh, J., Korzun, M., Marignani, P., Music, J., Nason, R., Ozbilge, A., Stephens, P., Fraser, E., Jackson, E., Kepfersmidt, C. ... Zhu, X. (2024). *Canada's Food Price Report 2024: 14th edition*. Université Dalhousie, Université de Guelph, Université de la Saskatchewan et Université de la Colombie-Britannique. https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/sites/agri-food/EN_CANADA'S%20FOOD%20PRICE%20REPORT%202024.pdf
- 10 Statistique Canada (26 avril 2024). *Enquête canadienne sur le revenu, 2022*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240426/dq240426a-fra.htm>
- 11 Deuxième Récolte (30 janvier 2025). *Understanding food security in Canada: The five A framework*. <https://www.seconddharvest.ca/post/understanding-food-security-in-canada-the-five-a-framework>
- 12 Soutiens sociaux NB (31 juillet 2025). *Programmes communautaires en alimentation*. Ministère du Développement social, gouvernement du Nouveau-Brunswick. https://socialsupportsnb.ca/fr/simple_page/programmes-communautaires-en-alimentation
- 13 Banques alimentaires Canada (8 août 2022). *Comment la banque alimentaire Greener Village de Fredericton incite ses clients et les membres de la communauté à avoir le pouce vert*. <https://foodbanksCanada.ca/fr/comment-la-banque-alimentaire-greener-village-de-fredericton-incite-ses-clients-et-les-membres-de-la-communaute-a-avoir-le-pouce-vert/>

- 14 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (23 novembre 2018). *Une voie à suivre pour la diversité et l'inclusion en agriculture*. https://cahrc-ccrha.ca/sites/default/files/2021-11/A_Way_Foward_on_Diversity_and_Inclusion_23Nov2018-FR.pdf
- 15 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (2025). *AGRI Diversité*. <https://cahrc-ccrha.ca/fr/programmes/agri-diversite>
- 16 Gouvernement du Canada (2025). *Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023 - Analyse comparative entre les sexes plus*. <https://agriculture.canada.ca/fr/ministere/transparence/rapport-resultats-ministeriels/rapport-resultats-ministeriels-2022-2023/analyse-comparative-entre-sexes-plus>
- 17 Ville de Montréal (3 juin 2020). *Ruelles vertes*. <https://montreal.ca/sujets/ruelles-vertes>
- 18 Naidu, S. (4 janvier 2024). *Power move: Two Anishinaabeg farmers are decolonizing Toronto's hydro fields*. The Narwhal. <https://thenarwhal.ca/hydro-fields-indigenous-farms/>
- 19 GrowTO (octobre 2012). *An urban agriculture action plan for Toronto*. <https://sustainontario.com/greenhouse/custom/uploads/2019/07/GrowTO-Report-2012-1.pdf>
- 20 Price, A. (23 avril 2024). *From the Field: Diversified Agriculture is a Win-Win for Both People and the Environment*. Berkeley Food Institute. <https://food.berkeley.edu/from-the-field/diversified-agriculture-is-a-win-win-for-both-people-and-the-environment/>
- 21 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (23 novembre 2018). *Une voie à suivre pour la diversité et l'inclusion en agriculture*. https://cahrc-ccrha.ca/sites/default/files/2021-11/A_Way_Foward_on_Diversity_and_Inclusion_23Nov2018-FR.pdf
- 22 Cukier, W., Serre, B. et Chavoushi, Z. H. (août 2025). *Supporting Rural Entrepreneurship: Reframing the Discourse*. Diversity Institute. <https://www.torontomu.ca/diversity/reports/supporting-rural-agriculture-entrepreneurship/>
- 23 Cukier, W., Serre, B., Israilov, B. et Wu, K. (août 2025). *Agriculture Technology Adoption: Current Adoption and Barriers*. Diversity Institute. https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/agriculture-technology-adoption/agriculture-tech-adoption_report-en.pdf
- 24 Solarin, S. A. et Gil-Alana, L. A. (20 novembre 2024). « Towards improved food security in 20 OECD countries: Persistence of food imports using a fractional integration approach ». *Journal of Rural Studies*, 113, 103491. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2024.103491>
- 25 Idzerda, L., Corrin, T., Lazarescu, C., Couture, A., Vallières, E., Khan, S., Tarasuk, V., McIntyre, L. et Garcia, A. J. (15 janvier 2024). « Public policy interventions to mitigate household food insecurity in Canada: a systematic review ». *Public Health Nutrition*, 27(1), e83. <https://doi.org/10.1017/s1368980024000120>
- 26 Chambre de commerce du Canada (13 février 2024). *Enjeux politiques : Renforcer le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire*. <https://chambre.ca/fr/enjeux-politiques-renforcer-le-secteur-canadien-de-lagriculture-et-de-lagroalimentaire/>
- 27 Le Quotidien (25 mai 2022). *Revenu agricole, 2021*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220525/dq220525a-fra.htm>
- 28 Dyck, A. (27 mars 2024). *L'agriculture canadienne en chiffres*. <https://www.nfu.ca/wp-content/uploads/2024/03/Canadian-Ag-by-the-Numbers-2024.pdf>
- 29 Grewal, D., Guha, A., Noble, S. M. et Bentley, K. (2024). « The food production–consumption chain: Fighting food insecurity, loss, and waste with technology ». *Journal of the Academy of Marketing Science*, 52, p. 1412-1430. <https://doi.org/10.1007/s11747-024-01040-x>
- 30 Gouvernement du Canada (11 juin 2025). *Objectif 2 de la Stratégie fédérale de développement durable : Soutenir un système alimentaire plus sain et plus durable*. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/strategie-federale-developpement-durable/objectifs/systeme-alimentaire-sain-durable.html>
- 31 Deuxième Récolte (1^{er} avril 2025). *Second Harvest Report Warns US Tariffs Will Drive Up Food Prices and Increase Food Insecurity in Canada*. CNW Group. <https://www.newswire.ca/news-releases/second-harvest-report-warns-us-tariffs-will-drive-up-food-prices-and-increase-food-insecurity-in-canada-805409571.html>
- 32 Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) (6 juillet 2023). *Aperçu du secteur agricole et agroalimentaire canadien*. Gouvernement du Canada. <https://agriculture.canada.ca/fr/secteur/aperçu>
- 33 Poirier, A., Bilyea, T. et Mussell, A. (mars 2022). *La sécurité alimentaire dans l'après-crise ukrainienne : Le rôle que le Canada peut jouer*. L'Institut canadien des politiques agroalimentaires. <https://capi-icpa.ca/wp-content/uploads/2022/03/2022-03-31-Food-Security-in-the-Wake-of-the-Ukrainian-Crisis-FR.pdf>

- 34 Haney, S. (31 janvier 2025). *New data quantifies Canadian farmers' concern about the impact of tariffs and prospect of a trade war*. RealAgriculture. <https://www.realagriculture.com/2025/01/new-data-quantifies-canadian-farmers-concern-about-the-impact-of-tariffs-and-prospect-of-a-trade-war/>
- 35 Deuxième Récolte (30 janvier 2025). *Understanding food security in Canada: The five A framework*. <https://www.secondharvest.ca/post/understanding-food-security-in-canada-the-five-a-framework>
- 36 Bureau des statistiques du Yukon (2023). *Rapport sur les peuples autochtones – Recensement de 2021*. Gouvernement du Yukon. https://yukon.ca/sites/default/files/ybs/fin-indigenous-people-census-2021_0.pdf
- 37 Statistique Canada (16 décembre 2022). Série « Perspective géographique », Recensement de la population de 2021 : Territoires du Nord-Ouest, Territoire. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/page.cfm?Lang=F&topic=8&dguid=2021A000261>
- 38 Statistique Canada (16 décembre 2022). Série « Perspective géographique », Recensement de la population de 2021 : Nunavut, Territoire. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/Page.cfm?Lang=F&topic=8&dguid=2021A000262>
- 39 Statistique Canada (19 juin 2024). *Enquête canadienne sur le revenu : estimations territoriales, 2022*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240619/dq240619d-fra.htm>
- 40 Dhunna, S. et Tarasuk, V. (15 juin 2021). « Black–white racial disparities in household food insecurity from 2005 to 2014, Canada ». *Canadian Journal of Public Health/Revue canadienne de santé publique*, 112, p. 888-902. <https://doi.org/10.17269/s41997-021-00539-y>
- 41 StatsCAN Plus (16 mai 2024). *L'insécurité alimentaire est en hausse au Canada*. Statistique Canada. <https://www.statcan.gc.ca/o1/fr/plus/6257-linsecurite-alimentaire-est-en-hausse-au-canada>
- 42 Uppal, S. (14 novembre 2023). *L'insécurité alimentaire chez les familles canadiennes*. Regards sur la société canadienne, Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2023001/article/00013-fra.htm>
- 43 Maynard, M., Dean, J., Rodriguez, P. I., Sriranganathan, G., Qutub, M. et Kirkpatrick, S. I. (31 août 2018). « The Experience of Food Insecurity Among Immigrants: a Scoping Review ». *Journal of International Migration and Integration*, 20(2), p. 375-417. <https://link.springer.com/article/10.1007/s12134-018-0613-x>
- 44 Cukier, W., Zemla, A., Mo, G. Y., Israilov, B. et Serre, B. (juin 2025). *La durabilité alimentaire dans le Nord : Défis et possibilités liés aux compétences dans le cadre des projets de serre communautaire*. Diversity Institute, Toronto Metropolitan University. [https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20\(2\).pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20(2).pdf)
- 45 Environnement et changement climatique Canada (2024). *Sources des émissions de gaz à effet de serre du Canada : inventaire national des gaz à effet de serre de 2024*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2024/05/sources-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-du-canada--inventaire-national-des-gaz-a-effet-de-serre-de-2024.html>
- 46 Onyango, E., Otoadese, D., Mori, K., Chinedu-Asogwa, N., Kiplagat, J. et Jirel, B. (mars 2025). « Exploring neighborhood transformations and community gardens to meet the cultural food needs of immigrants and refugees: A scoping review ». *Health & Place*, 92, 103433. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/40043545/>
- 47 LaPlante, G., Andrekovic, S., Young, R. G., Kelly, J. M., Bennett, N., Currie, E. J. et Hanner, R. H. (17 juin 2021). « Canadian Greenhouse Operations and Their Potential to Enhance Domestic Food Security ». *Agronomy*, 11(6), 1229. https://www.mdpi.com/2073-4395/11/6/1229/review_report
- 48 Gailloux, C., McClintock, N., Van Neste, S. L., Raymond, J., Barnabé, F., Beaulac, A. et Selliah, S. (2023). *CommunoSerre : Enjeux sociaux et techniques des serres communautaires urbaines dans les quartiers défavorisés – Une boîte à outils pour praticien.ne.s et décideur.se.s*. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/15979/1/communoserre-20062023-vf.pdf>
- 49 Tracey, D., Gray, T., Manohar, N., Kingsley, J., Bailey, A. et Pettitt, P. (21 septembre 2023). « Identifying Key Benefits and Characteristics of Community Gardening for Vulnerable Populations: A Systematic Review ». *Health & Social Care in the Community*, 2023(1), 5570089. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1155/2023/5570089>
- 50 Howarth, M., Brett, A., Hardman, M. et Maden, M. (19 juillet 2020). « What is the evidence for the impact of gardens and gardening on health and well-being: a scoping review and evidence-based logic model to guide healthcare strategy decision making on the use of gardening approaches as a social prescription ». *BMJ Open*, 10(7), e036923. <https://bmjopen.bmj.com/content/10/7/e036923>
- 51 Pact Urban Peace Program (2025). *Annual Impact Report 2024*. https://www.pactprogram.ca/_files/ugd/dafe25_1301144748f54f1a9c3d738534657be1.pdf
- 52 Green Thumbs Growing Kids (2025). *2024 Annual Report*. https://www.greenthumbsto.org/_files/ugd/1bcb88_8292cfd313b943f79a0948df35652f2d.pdf

- 53 Raza, S., Akeileh, O. et Shuvra, M. M. (s. d.) *Who's Hungry Report 2024. Trapped in poverty: Unprecedented hunger in Toronto*. Daily Bread Food Bank et North York Harvest Food Bank. <https://www.dailybread.ca/wp-content/uploads/2025/01/DB-Whos-Hungry-Report-2024-Digital.pdf>
- 54 Livingstone, A. et Nagulan, J. (novembre 2016). *Community Grown: Vibrant Community Owned Public Spaces – A Case Study*. Centre for Sustainable Food Systems, Université Wilfred Laurier et FoodShare Toronto. <https://fledgeresearch.ca/~fledgere/wp-content/uploads/2021/07/case-study-community-grown.pdf>
- 55 Ville de Markham (2010). *Markham's greenprint sustainability plan*. <https://www.markham.ca/sites/default/files/sports-recreation-fitness/homegrown-community-allotment-gardens/greenprint-community-sustainability-plan.pdf>
- 56 Yaghi, M., Powell, N., Panahov, F., Freestone, C., Chow, D., Talukder, S., Paddock, G., Youssef, A., Halliday, K., Fletcher, C., Foucault, T., Unnikrishnan, S., Hoo, S., Pedrinelli, P., Fraser, E., Mohamed, I., Mugabe, D. et Ashton, L. (2024). *Agriculteurs demandés : Le renouvellement de la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour mener la prochaine révolution verte*. Institut d'action climatique de la Banque Royale du Canada. <https://www.rbc.com/fr/wp-content/uploads/sites/4/2024/11/Ag-Skills-Report-FR-1.pdf>
- 57 Moran, P. (décembre 2024). *Farming in Canada is changing. Young people say they can't get a foothold*. The Current, Radio-Canada. <https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/saskatchewan-farming-young-people-1.7395981>
- 58 McLarnon, M. (2025). « Exploring community gardens as critical and complicated sites for adult education ». Dans *Research Handbook on Adult Learning and Education* (p. 192-201). Edward Elgar Publishing.
- 59 Suto, M. J., Smith, S., Damiano, N. et Channe, S. (2021). « Participation in Community Gardening: Sowing the Seeds of Well-Being: Participation au jardinage communautaire : pour semer les graines du bien-être ». *Canadian Journal of Occupational Therapy*, 88(2), p. 142-152.
- 60 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (octobre 2023). *Définir et lever les obstacles aux carrières en agriculture : Rapport final*. <https://cahrc-ccrha.ca/sites/default/files/2024-02/Identifying%20and%20Addressing%20Barriers%20to%20Careers%20in%20Agriculture%20-%20FRENCH%20FINAL.pdf>
- 61 Heinert, S. B. et Roberts, T. G. (30 septembre 2018). « A Profile of Exemplary Rural agricultural Entrepreneurship Education Programs ». *Journal of Agricultural Education*, 59(3), p. 291-308. <https://doi.org/10.5032/jae.2018.03291>
- 62 Bamiro, N. B., Ayanwale, M. A., Salisu, M. A. et Ahmed, K. O. (23 novembre 2024). « Agripreneurship Curriculum Development as Nexus for Poverty Reduction and Rural Development: A Systematic Literature Review ». *Agripreneurship and the Dynamic Agribusiness Value Chain*, p. 305-328. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-981-97-7429-6_18
- 63 Statistique Canada (22 septembre 2025). *Culture de fruits, de fines herbes, de légumes ou de fleurs à la maison, par mode d'occupation et type de logement*. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3810002601&request_locale=fr
- 64 Toronto Urban Growers (2021). *History of UA in Toronto*. <https://torontourbangrowers.org/history-of-ua-in-toronto>
- 65 Sutherland, C., Sim, C., Gleim, S. et Smyth, S. J. (2020). « Canadian Consumer Insights on Agriculture: Addressing the Knowledge-Gap ». *Journal of Agricultural & Food Information*, 21(1-2), p. 50-72. <https://doi.org/10.1080/10496505.2020.1724114>
- 66 Forbes-Chillibeck, E. (2005). « Have You Heard the One About the Farmer's Daughter? Gender Bias in the Intergenerational Transfer of Farm Land on the Canadian Prairies ». *Canadian Woman Studies/les cahiers de la femme*, 24(4), p. 26-35. <https://core.ac.uk/download/pdf/230889691.pdf>
- 67 Emploi et Développement social Canada (21 avril 2022). *Évaluation du Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/rapports/evaluations/programme-titres-competences-etranagers.html>
- 68 Agriculture et Agroalimentaire Canada (2024). *Rapport sur les résultats ministériels*. Gouvernement du Canada. <https://agriculture.canada.ca/fr/ministere/transparence/rapport-resultats-ministeriels>
- 69 Fédération de l'agriculture de l'Ontario (février 2021). *Women in agriculture – Information and statistics*. Gouvernement de l'Ontario. <https://ofa.on.ca/wp-content/uploads/2021/03/Women-in-Ag-Statistics-Messaging.pdf>
- 70 PCFE (2025). *État des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Canada 2025 : Résumé*. <https://wekh.ca/research/etat-des-lieux-de-lentrepreneuriat-feminin-au-canada-2025-resume/?lang=fr>
- 71 Statistique Canada (20 février 2025). *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2023* [calculs du Diversity Institute]. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250220/dq250220e-fra.htm>
- 72 Johnston, C. et Spring, A. (23 février 2021). « Grassroots and Global Governance: Can Global-Local Linkages Foster Food System Resilience for Small Northern Canadian Communities? » *Sustainability*, 13(4), 2415. <https://www.mdpi.com/2071-1050/13/4/2415>

- 73 Nourish (2020). *L'alimentation est notre médecine*. <https://nourishleadership.ca/programs/food-is-our-medicine/>
- 74 Petrovics, D. et Giezen, M. (16 avril 2021). « Planning for sustainable urban food systems: an analysis of the up-scaling potential of vertical farming ». *Journal of Environmental Planning and Management*, 65(5), p. 785-808. <https://doi.org/10.1080/09640568.2021.1903404>
- 75 Rai, R., Shrestha, A., Rai, S., Chaudhary, S., Scharya, D. K. et Subedi, S. (10 septembre 2024). « Conversion of farming systems into organic bio-intensive farming systems and the transition to sustainability in agro-ecology: Pathways towards sustainable agriculture and food systems ». *Journal of Multidisciplinary Sciences*, 6(2), p. 25-34. <https://www.multidisciplines.com/wp-content/uploads/2024/09/10.33888jms.2024.624.pdf>
- 76 Campbell, D. (19 septembre 2024). *Research project explores how urban agriculture can reduce emissions and increase access to food*. Université de Toronto. <https://www.utoronto.ca/news/research-project-explores-how-urban-agriculture-can-reduce-emissions-and-increase-access-food>
- 77 Financement agricole Canada (5 mars 2025). *Faire tomber les barrières : les femmes dans l'agriculture canadienne*. <https://www.fcc-fac.ca/fr/savoir/femmes-dans-agriculture-canadienne>
- 78 Financement agricole Canada (4 décembre 2023). *Relancer la croissance de la productivité agricole – une occasion de 30 milliards de dollars sur dix ans*. <https://www.fcc-fac.ca/fr/savoir/services-economiques/croissance-productivite-agricole>
- 79 Wilson-Smith, C. (21 mai 2025). *How vertical farming can help Canada create a self-reliant food chain in an era of tariffs and climate change*. The Globe and Mail. <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-vertical-farming-can-help-canada-create-a-self-reliant-food-chain/>
- 80 Fieldhouse, P. et Thompson, S. (16 septembre 2012). « Tackling food security issues in indigenous communities in Canada: The Manitoba experience ». *Nutrition & Dietetics*, 69(3), p. 217-221. <https://doi.org/10.1111/j.1747-0080.2012.01619.x>
- 81 Wesche, S. D., O'Hare-Gordon, M. A. F., Robidoux, M. A. et Mason, C. W. (2016). « Land-Based programs in the Northwest Territories: Building Indigenous food security and well-being from the ground up ». *Canadian Food Studies/La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 3(2), p. 23-48. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v3i2.161>
- 82 Glaros, A., Newell, R., Benyam, A., Pizzirani, S. et Newman, L. L. (2024). « Vertical agriculture's potential implications for food system resilience: Outcomes of focus groups in the Fraser Valley, British Columbia ». *Ecology and Society*, 29(1). <https://doi.org/10.5751/ES-14547-290112>
- 83 Hu, A., Acosta, A., McDaniel, A. et Gittelsohn, J. (2013). « Community Perspectives on Barriers and Strategies for Promoting Locally Grown Produce From an urban Agriculture Farm ». *Health Promotion Practice*, 14(1), p. 69-74. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1524839911405849>
- 84 Garrity, K., Guerra, K. K., Hart, H., Al-Muhanna, K., Kunkler, E. C., Braun, A., Poppe, K. I., Johnson, K., Lazor, E., Liu, Y. et Garner, J. A. (2024). « Local Food System Approaches to Address Food and Nutrition security among Low-Income Populations: A Systematic Review ». *Advances in Nutrition*, 100156. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2161831323014436?via%3Dihub>
- 85 Cukier, W., Zemla, A., Mo, G. Y., Israilov, B. et Serre, B. (juin 2025). *La durabilité alimentaire dans le Nord : Défis et possibilités liés aux compétences dans le cadre des projets de serre communautaire*. Diversity Institute, Toronto Metropolitan University. [https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20\(2\).pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20(2).pdf)
- 86 Cukier, W., Zemla, A., Mo, G. Y., Israilov, B. et Serre, B. (juin 2025). *La durabilité alimentaire dans le Nord : Défis et possibilités liés aux compétences dans le cadre des projets de serre communautaire*. Diversity Institute, Toronto Metropolitan University. [https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20\(2\).pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20(2).pdf)
- 87 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (10 juin 2016). *Appuyer l'avancement des femmes en agriculture : Évaluation des besoins*. <https://cahrc-ccrha.ca/fr/resources/document/appuyer-l'avancement-des-femmes-en-agriculture-evaluation-des-besoins>
- 88 Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) (24 septembre 2024). *Les gouvernements investissent pour accroître la diversité dans la main-d'œuvre agricole*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2024/09/les-gouvernements-investissent-pour-accroitre-la-diversite-dans-la-main-duvre-agricole.html>
- 89 Cameron, B.T., Chilton, L. et Ghaith, Z. (4 mars 2022). « Diversity, equity, and inclusion policy texts in Canadian agriculture: A patchwork quilt ». *The International Journal of Information, Diversity, & Inclusion*, 5(5), p. 2. <https://doi.org/10.33137/ijidi.v5i5.37130>

- 90 Scadding Court Community Centre (2025). *Community Programs*. <https://scaddingcourt.org/programs/program-category/community-programs/>
- 91 Sweet William Farms (17 janvier 2024). Diversity by Design - A small scale farmer workshop hosted by Dr. Kelly Bronson of Ottawa University - Digital Technology. <http://www.sweetwilliamfarms.ca/2024/01/diversity-by-design-small-scale-farmer.html>
- 92 Humber Polytechnic (s. d.). *Vertical Agriculture in Controlled Environments - Micro-credential Series*. <https://communityservices.humber.ca/future-students/explore/access-employment/vertical-agriculture-in-controlled-environments-micro-credential.html>
- 93 Yellowknives Dene First Nation (2022). *Annual Report 2020/21 & Annual Report 2021/22*. <https://ykdene.com/wp-content/uploads/2025/08/4033-YKDFN-Annual-Report-20-21-21-22.pdf>
- 94 Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (2025). *Tools for Indigenous businesses*. <https://www.ccib.ca/tib/jelly-academy-digital-marketing-course/>
- 95 Scadding Court Community Centre (2025). *Community Programs*. <https://scaddingcourt.org/programs/program-category/community-programs/>
- 96 Fulford, S. et Thompson, S. (2013). « Youth Community Gardening Programming as Community Development: The Youth for EcoAction Program in Winnipeg, Canada ». *Canadian journal of nonprofit and social economy research/Revue canadienne de recherche sur les OSBL et l'économie sociale*, 4(2). <https://doi.org/10.22230/cjnsr.2013v4n2a145>
- 97 Wakefield, S., Yeudall, F., Taron, C., Reynolds, J. et Skinner, A. (2007). « Growing urban health: Community gardening in South-East Toronto ». *Health Promotion International*, 22(2), p. 92-101. <https://academic.oup.com/heapro/article-abstract/22/2/92/558785>
- 98 Wang, X., Wakkary, R., Neustaedter, C. et Desjardins, A. (juin 2015). « Information sharing, scheduling, and awareness in community gardening collaboration ». Dans *Proceedings of the 7th International Conference on Communities and Technologies*, p. 79-88. <https://dl.acm.org/doi/10.1145/2768545.2768556>
- 99 Statistique Canada (9 mai 2025). *Employés dans le secteur agricole et exploitations agricoles avec au moins un employé, par province*. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3210021601&request_locale=fr
- 100 Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (2025). *AGRI Problèmes émergents de la main-d'œuvre*. <https://cahrc-ccrha.ca/fr/programmes/agri-problemes-emergents-de-la-main-doeuvr#section-research>
- 101 White, E. (18 janvier 2018). *Video: Farmer advocates for gay rights, rural lifestyle*. The Western Producer. <https://www.producer.com/farmliving/farmer-advocates-gay-rights-rural-lifestyle/>
- 102 Shining Horizons (2025). *Care Farm Program - Shining Horizons program for individuals with complex needs*. <https://www.shininghorizons.ca/carefarm>
- 103 Greener Village (2025). *Our Programs*. <https://www.greenervillage.ca/programs/>
- 104 Shining Horizons (2025). *Care Farm Program - Shining Horizons program for individuals with complex needs*. <https://www.shininghorizons.ca/carefarm>
- 105 Statistique Canada (30 novembre 2015). *Population selon le sexe, Canada, province et territoire, 2014*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14152/tbl/tbl3-fra.htm>
- 106 Statistique Canada (2022). *Coup d'œil sur le Canada 2022 : Femmes*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/12-581-x/2022001/sec7-fra.htm>
- 107 Emploi et Développement social Canada (2022). *Évaluation du Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/rapports/evaluations/programme-titres-competes-etrangers.html>
- 108 Agriculture et Agroalimentaire Canada (2024). *Rapport sur les résultats ministériels*. Gouvernement du Canada. <https://agriculture.canada.ca/fr/ministere/transparence/rapport-resultats-ministeriels>
- 109 Scadding Court Community Centre (2025). *Community Programs*. <https://scaddingcourt.org/programs/program-category/community-programs/>
- 110 Growcer (2025). *Working with Northern Communities*. <https://www.thegrowcer.ca/blog/working-with-northern-communities>
- 111 Hatley, P. et Birnbaum, M. (25 mars 2014). *The Faces of LGBT Farming*. Modern Farmer. <https://modernfarmer.com/2014/03/gay-farmers/>

- 112 MacArthur, C. (1^{er} août 2017). *Gay pride takes root in Quebec farming community*. Radio-Canada Québec. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-lgbt-farmers-bridemonth-1.4224483>
- 113 Huneke, M., Vinodrai, T. et Hall, H. M. (août 2024). *Crunching the numbers: A snapshot of Canada's agricultural technology landscape*. Université de Waterloo. <https://uwaterloo.ca/disruptive-technologies-economic-development/sites/default/files/uploads/documents/ag-crunchbase-report-august-2024-final.pdf>
- 114 Ashton, L., Truong-Regan, M., Hussain, Y., Talukder, S. et Biasoni, C. (12 juin 2024). *Le boom des serres : Comment l'agriculture intérieure peut transformer la production et les exportations alimentaires*. Banque Royale du Canada. <https://www.rbc.com/fr/leadership-avise/institut-action-climatique/agriculteurs-rapports/le-boom-des-serres-comment-lagriculture-interieure-peut-transformer-la-production-et-les-exportations-alimentaires/>
- 115 Cukier, W., Zemla, A., Mo, G. Y., Israilov, B. et Serre, B. (juin 2025). *La durabilité alimentaire dans le Nord : Défis et possibilités liés aux compétences dans le cadre des projets de serre communautaire*. Diversity Institute, Toronto Metropolitan University. [https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20\(2\).pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20(2).pdf)
- 116 Défi Cultiver l'innovation d'ici (s. d.). *Phase de mise à l'échelle : la prochaine récolte d'innovations canadiennes*. <https://deficultiverlinnovation.ca/phase-de-mise-a-lechelle-la-prochaine-recolte-dinnovations-canadiennes/>
- 117 Cukier, W., Saunders, V., Love, M., Cassinelli, C., Jae, K., Zou, C., Sabat, M., Ike, D. et Grosjean, E. (mars 2024). *Écologisation des petites et moyennes entreprises : Les entrepreneurs dans la transition vers un avenir carboneutre*. Diversity Institute. <https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/DI-FS-Greening-SMEs-Feb2024-v1-FR.pdf>
- 118 Potluri, S., Ananthram, S. et Phani, B. V. (avril 2024). « Women green entrepreneurship: Conceptualisation and use of bricolage for policy recommendations ». *Business Strategy and the Environment*, 33(6), p. 5485-5502. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/bse.3764>
- 119 Keller, J. C. (31 juillet 2014). « "I Wanna Have My Own Damn Dairy Farm!": Women Farmers, Legibility, and Femininities in Rural Wisconsin, U.S. ». *Journal of Rural Social Sciences*, 29(1), p. 4.
- 120 Financement agricole Canada (s. d.). *Le programme Femme entrepreneure de FAC*. <https://www.fcc-fac.ca/fr/financement/agriculture/programme-femme-entrepreneure>
- 121 Aclan, S. et Chen, Z. J. (23 novembre 2022). *Le nombre d'exploitantes agricoles augmente pour la première fois en 30 ans*. Statistique Canada. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/96-325-x/2021001/article/00013-fra.htm>
- 122 Meyer-Robinson, R. et Burt, M. (décembre 2016). *Sowing the Seeds of Growth: Temporary Foreign Workers in Agriculture*. Le Conference Board du Canada. https://www.cfa-fca.ca/wp-content/uploads/2020/07/8363_SowingtheSeeds-BR.pdf
- 123 Zhang, Y., Ostrovsky, Y. et Arsenault, A. (28 avril 2021). *Travailleurs étrangers du secteur de l'agriculture au Canada*. Statistique Canada. *Rapports économiques et sociaux*. Vol. (1) 4. Catalogue n° 36-28-0001, ISSN 2563-8955. <https://doi.org/10.25318/36280001202100400002-fra>
- 124 Yaghi, M., Powell, N., Panahov, F., Freestone, C., Chow, D., Talukder, S., Paddock, G., Youssef, A., Halliday, K., Fletcher, C., Foucault, T., Unnikrishnan, S., Hoo, S., Pedrinelli, P., Fraser, E., Mohamed, I., Mugabe, D. et Ashton, L. (2024). *Agriculteurs demandés : Le renouvellement de la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour mener la prochaine révolution verte*. Institut d'action climatique de la Banque Royale du Canada. <https://www.rbc.com/fr/wp-content/uploads/sites/4/2024/11/Ag-Skills-Report-FR-1.pdf>
- 125 Pacific Immigrant Resources Society (25 septembre 2023). *Newcomers, Food Insecurity, and Pathways Forward*. <https://pirs.bc.ca/newcomers-food-insecurity-and-pathways-forward/>
- 126 Financement agricole Canada (4 décembre 2023). *Relancer la croissance de la productivité agricole – une occasion de 30 milliards de dollars sur dix ans*. <https://www.fcc-fac.ca/fr/savoir/services-economiques/croissance-productivite-agricole>
- 127 Wilson-Smith, C. (21 mai 2025). *How vertical farming can help Canada create a self-reliant food chain in an era of tariffs and climate change*. The Globe and Mail. <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-vertical-farming-can-help-canada-create-a-self-reliant-food-chain/>
- 128 Xu, L., Lu, Y. et Zhong, J. (27 mars 2024). *Travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture primaire au Canada : transition de la résidence temporaire à la résidence permanente et maintien en emploi dans l'industrie après la transition*. *Rapports économiques et sociaux*. Statistique Canada. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2024003/article/00001-fra.htm>
- 129 Rogers, S. (11 juin 2021). *Atlantic Canada: a small but mighty place of its own*. Université Dalhousie. https://www.dal.ca/faculty/agriculture/news-events/news/2021/06/11/atlantic-canada_a_small_but_mighty_place_of_its_own.html

- 130 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (4 avril 2025). *Programme d'immigration au Canada atlantique*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/programme-immigration-atlantique.html>
- 131 Cukier, W., Zemla, A., Mo, G. Y., Israilov, B. et Serre, B. (juin 2025). *La durabilité alimentaire dans le Nord : Défis et possibilités liés aux compétences dans le cadre des projets de serre communautaire*. Diversity Institute, Toronto Metropolitan University. [https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20\(2\).pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/diversity/reports/food-sustainability-in-the-north/Food%20Sustainability%20in%20the%20North%20(2).pdf)
- 132 Elliott, B., Jayatilaka, D., Brown, C., Varley, L. et Corbett, K. K. (2012). « “We Are Not Being Heard”: Aboriginal Perspectives on Traditional Foods Access and Food Security ». *Journal of Environmental and Public Health*, 2012(1), 130945. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1155/2012/130945>
- 133 Services aux Autochtones Canada (25 octobre 2023). *Une mise à jour des écarts socioéconomiques entre les peuples autochtones et la population non autochtone au Canada : Points saillants du recensement de 2021*. Gouvernement du Canada. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1690909773300/1690909797208>
- 134 Naidu, S. (4 janvier 2024). *Power move: Two Anishinaabeg farmers are decolonizing Toronto's hydro fields*. The Narwhal. <https://thenarwhal.ca/hydro-fields-indigenous-farms/>
- 135 Toronto Metropolitan University (s. d.). *Indigenous Foodways*. <https://www.torontomu.ca/university-business-services/urban-farm/engagement/indigenous-foodways/#!accordion-1689350726716-medicine-garden>
- 136 Ecological Farmers Association of Ontario (2025). *Ignatius Farm New Farmer Training Program*. <https://efao.ca/ifnftp/>
- 137 Calgary Catholic Immigration Society (2024). *Page d'accueil*. <https://ccisab.ca/>
- 138 Growcer (2025). *Working with Northern Communities*. <https://www.thegrowcer.ca/blog/working-with-northern-communities>
- 139 Réseau de la communauté autochtone à Montréal (2025). *Projet de jardin et de serre*. <https://reseauumtlnetwork.com/programmes/projet-de-jardin-et-de-serre/>

